

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2016

(Article L451-1-2 III du Code Monétaire et Financier et articles 222-4 et s. du Règlement Général de l'AMF)

Sommaire

Déclaration de la personne physique responsable du Rapport Financier Semestriel	p. 2
Rapport d'activité du 1 ^{er} semestre 2016	p. 3
Comptes consolidés condensés au 30 juin 2016	p. 11
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2016	p. 47

**DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE
RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2016**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 15 septembre 2016

Yves ROCHE

Président - Directeur Général

RAPPORT D'ACTIVITE - PREMIER SEMESTRE 2016

▪ Résultats semestriels 2016 (comptes consolidés)

Lors de sa réunion du 15 septembre 2016, le Conseil d'administration de Recylex SA a examiné et arrêté les comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2016 du groupe Recylex (ci-après le « Groupe »).

▪ Chiffres clés

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2016	Au 30 juin 2015	Variation (en M€)
Chiffre d'affaires	167,8	198,1	-30,3
EBITDA¹ IFRS	(0,1)	(2,8)	+2,7
EBITDA¹ retraité²	3,7	4,5	-0,8
Résultat opérationnel courant (IFRS)	(3,2)	(7,4)	+4,2
Résultat opérationnel courant retraité²	0,1	(0,7)	+0,8
Résultat net (IFRS)	(4,2)	(8,8)	+4,6

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2016	Au 31 décembre 2015	Variation (en M€)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4,1	3,8	+0,3
Trésorerie nette³	(5,0)	(5,0)	NS
Capitaux propres	(27,1)	(20,1)	-7,0

¹ Résultat opérationnel courant avant amortissements, provisions et pertes de valeur.

² Pour évaluer la performance du segment Plomb, le Groupe utilise dans son reporting interne la méthode LIFO ou « Last In First Out » (non admise par les normes IFRS) pour évaluer les stocks de la fonderie de plomb de Nordenham. Pour évaluer la performance du segment Zinc, le Groupe maintient la méthode de l'intégration proportionnelle pour consolider sa participation dans Recytech SA (non admise par les normes IFRS). Cf. note 4 des annexes aux comptes consolidés condensés au 30 juin 2016.

³ Trésorerie nette des concours bancaires courants.

Le chiffre d'affaires consolidé sur les six premiers mois de l'exercice 2016 a atteint 167,8 millions d'euros, soit une baisse de 15% par rapport à la même période en 2015.

Au premier semestre 2016, l'EBITDA consolidé en normes IFRS est revenu à l'équilibre, affichant une très légère perte de 0,1 million d'euros, soit une amélioration très significative par rapport au premier semestre 2015 qui affichait une perte de 2,8 millions d'euros. Sur la même période, l'EBITDA consolidé retraité a été positif et s'est établi à 3,7 millions d'euros contre 4,5 millions d'euros au premier semestre 2015.

Malgré le contexte de baisse significative des cours du plomb et du zinc au premier semestre 2016 par rapport au premier semestre 2015, la performance opérationnelle du Groupe a affiché une nette amélioration en raison d'une base de comparaison favorable dans les deux activités majeures du Groupe (liée à l'absence d'arrêts de maintenance programmés au premier semestre 2016 pour la fonderie de plomb de Weser-Metall GmbH et le four de recyclage des poussières d'aciéries de Harz-Metall GmbH dans le segment Zinc) ainsi que de la poursuite de la stratégie d'approvisionnement sélectif dans le segment Plomb.

Le Groupe a constaté une perte opérationnelle courante en normes IFRS de 3,2 millions d'euros au premier semestre 2016, en forte amélioration par rapport à une perte opérationnelle courante de 7,4 millions d'euros au premier semestre 2015.

Le Résultat Opérationnel Courant retraité² a atteint l'équilibre à 0,1 million d'euros, contre une perte de 0,7 million d'euros au premier semestre 2015.

La bonne performance économique du segment Zinc n'a en effet pas permis de compenser intégralement la perte opérationnelle enregistrée dans le segment Plomb et les autres activités (Holding). Toutefois, l'activité du segment Plomb a enregistré une amélioration de sa performance principalement en raison d'une base de comparaison favorable liée à l'arrêt de maintenance de la fonderie de Weser-Metall GmbH au deuxième trimestre 2015 (aucun arrêt de maintenance au premier semestre 2016).

Le résultat financier du Groupe s'affiche à -1,7 million d'euros au premier semestre 2016, par rapport à -1,0 million d'euros pour la même période en 2015, en raison de l'augmentation de l'endettement et donc des frais financiers générés par les deux tirages successifs sur la facilité de prêt octroyé en 2014 à Recylex SA et destinée principalement à financer les deux dernières échéances de son plan de continuation.

Pour toutes ces raisons, le Résultat Net consolidé part du Groupe est en nette amélioration, en perte de 4,2 millions d'euros au premier semestre 2016 contre une perte de 8,8 millions d'euros au premier semestre 2015.

La position nette (après déduction des concours bancaires courants) de trésorerie du Groupe est restée stable au 30 juin 2016 par rapport au 31 décembre 2015, à -5,0 millions d'euros. La trésorerie brute est en légère progression à 4,1 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 3,8 millions d'euros au 31 décembre 2015, principalement en raison de l'efficacité des mesures de préservation de la trésorerie et de l'optimisation des dépenses d'investissements.

Le flux de trésorerie positif de 4,7 millions d'euros provenant des activités opérationnelles a permis de financer les investissements et les frais financiers du premier semestre 2016.

Au 30 juin 2016, les lignes de crédit du Groupe s'élèvent à 10,2 millions d'euros dont 9,1 millions d'euros ont été utilisés. Au 31 décembre 2015, les lignes de crédit du Groupe s'élevaient à 10,2 millions d'euros dont 8,8 millions d'euros avaient été utilisés.

- **Situation de trésorerie et financement externe du Groupe**

- ***Situation de trésorerie du Groupe***

La position nette (après déduction des concours bancaires courants) de trésorerie du Groupe a atteint -5,0 millions d'euros au 30 juin 2016 au même niveau qu'au 31 décembre 2015. Cette variation de la trésorerie résulte principalement du flux de trésorerie positif de 4,7 millions d'euros provenant des activités opérationnelles ayant permis de financer les investissements et les frais financiers du premier semestre 2016.

Les lignes de crédit du Groupe au 30 juin 2016 s'élèvent à 10,2 millions d'euros dont 9,1 millions d'euros ont été utilisés au 30 juin 2016. Au 31 décembre 2015 les lignes de crédit du Groupe s'élevaient à 10,2 millions d'euros dont 8,8 millions d'euros avaient été utilisés.

- **Activités et événements caractéristiques du semestre 2016**

- **Conditions de marché du premier semestre 2016**

La moyenne des cours du plomb au premier semestre 2016 a atteint 1 552 euros par tonne, soit une baisse de 8% par rapport à la moyenne du premier semestre 2015 et une baisse de 4% par rapport à la moyenne annuelle 2015.

La moyenne des cours du zinc au premier semestre 2016 s'est élevée à 1 611 euros par tonne, soit une baisse de 16% par rapport à la moyenne du premier semestre 2015 et une baisse de 7% par rapport à la moyenne annuelle 2015.

La moyenne des cours du plomb et du zinc sur le premier semestre s'est établie comme suit :

(en euros / tonne)	1 ^{er} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2015	Exercice 2015
Cours du plomb	1 552	1 680	1 608
Cours du zinc	1 611	1 913	1 737

■ **Activités des sociétés du Groupe au cours du premier semestre 2016**

En millions d'euros	Du Chiffre d'affaires au Résultat Opérationnel Courant ⁽¹⁾							
	Chiffre d'affaires		Résultat Opérationnel Courant retraité ¹		Retraitements ²		Résultat Opérationnel Courant (IFRS)	
	30 Juin 2016	30 Juin 2015	30 Juin 2016	30 Juin 2015	30 Juin 2016	30 Juin 2015	30 Juin 2016	30 Juin 2015
Plomb	119,1	140,4	(3,9)	(3,8)	(0,2)	(2,3)	(4,1)	(6,1)
Zinc	32,3	36,9	5,6	5,9	(3,1)	(4,4)	2,5	1,5
Métaux Spéciaux	8,0	11,3	0,2	(0,8)			0,2	(0,8)
Plastique	8,4	9,5	0,2	0,1			0,2	0,1
Autres			(2,0)	(2,1)			(2,0)	(2,1)
TOTAL	167,8	198,1	0,1	(0,7)	(3,3)	(6,7)	(3,2)	(7,4)

¹ Pour évaluer la performance du segment opérationnel Plomb, le Groupe utilise dans son reporting interne la méthode « LIFO » ou « Last In First Out » (méthode non admise par les normes IFRS) pour évaluer les stocks de la fonderie de plomb de Nordenham. Pour évaluer la performance du segment opérationnel Zinc, le Groupe maintient la méthode de l'intégration proportionnelle pour consolider sa participation dans Recytech SA. La Note 4 des annexes aux comptes consolidés condensés présente les effets de ces retraitements.

² Différences liées à l'utilisation de la méthode d'évaluation PMP par rapport à la méthode LIFO dans le segment du plomb et au maintien de la méthode de l'intégration proportionnelle pour consolider sa participation dans Recytech SA dans le segment du Zinc. La Note 4 des annexes aux comptes consolidés condensés présente les effets de ces retraitements.

• **Segment Plomb (71% du chiffre d'affaires consolidé)**

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2016	Au 30 juin 2015
Chiffre d'affaires	119,1	140,4
Résultat opérationnel courant (IFRS)	(4,1)	(6,1)
Résultat opérationnel courant (LIFO)	(3,9)	(3,8)

Le chiffre d'affaires du segment Plomb s'est élevé à 119,1 millions d'euros au premier semestre 2016, soit un repli de 15% par rapport au premier semestre 2015.

Malgré une base de comparaison favorable, en raison de l'absence d'arrêt de maintenance au premier semestre 2016 par rapport à celui opéré au premier semestre 2015, le segment a été impacté par la baisse des cours du plomb (-8%) et par un repli des volumes produits (-7%) lié à une moindre disponibilité de matières à recycler.

En effet, les usines de traitement de batteries usagées en France et en Allemagne ont recyclé 53 000 tonnes de batteries usagées contre 65 500 tonnes pour la même période en 2015, soit une baisse de 19%. Ce recul s'explique par la poursuite de la politique sélective d'approvisionnements en matières à recycler, qui vise à restaurer les marges du segment, compte tenu des niveaux toujours très élevés des prix de batteries usagées ainsi qu'à leur faible disponibilité (due aux conditions météorologiques clémentes de l'hiver passé).

Dans ce contexte, afin de préserver la trésorerie de Weser-Metall GmbH dans l'attente d'avancées significatives des négociations concernant la recherche de financement du périmètre allemand du Groupe, le Groupe a fait évoluer son mix d'approvisionnement, au cours du premier semestre 2016. Le manque de batteries usagées à

recycler a ainsi été compensé partiellement par des concentrés de plomb (qui sont moins riches en plomb que les matières secondaires issues des batteries usagées) dans le cadre de la sous-traitance industrielle mise en place par Weser-Metall GmbH depuis le second semestre 2014.

Pour ces raisons et malgré une base de comparaison favorable liée à l'absence d'arrêt de maintenance au cours du premier semestre 2016 par rapport au premier semestre 2015, la production de la fonderie de Weser-Metall GmbH s'est montée à 52 011 tonnes au cours du premier semestre 2016, contre 55 771 tonnes pour la même période de 2015, soit un repli de 7%.

Le Résultat Opérationnel Courant du premier semestre 2016 en normes IFRS du segment a affiché une perte de 4,1 millions d'euros, en amélioration significative par rapport à la perte de 6,1 millions d'euros du premier semestre 2015. Malgré un contexte de baisse des cours du plomb, cette progression s'explique principalement par une base de comparaison favorable en raison de l'absence d'arrêt de maintenance programmé de la fonderie au premier semestre 2016 (un arrêt au premier semestre 2015) ainsi que par l'impact positif des mesures commerciales et industrielles dans l'approvisionnement du segment.

Le Résultat Opérationnel Courant retraité² pour la même période s'est inscrit en perte de 3,9 millions d'euros, stable par rapport à une perte opérationnelle de 3,8 millions d'euros au premier semestre 2015. En raison de l'augmentation des volumes de concentrés de plomb traités au premier semestre 2016 dans le cadre de la sous-traitance industrielle ayant généré une réduction des stocks, l'impact du retraitement LIFO est moins important suite à cette baisse des stocks, le stock valorisé selon la méthode PMP conformément aux normes IFRS se rapprochant du stock valorisé selon la méthode LIFO.

Par ailleurs, le Groupe travaille toujours activement à lever l'ensemble des conditions de l'offre de prêt reçue pour les filiales allemandes du Groupe, avec pour objectif d'obtenir les fonds au cours du quatrième trimestre 2016. Pour rappel, cette enveloppe de financement inclut des dépenses d'investissements prévisionnelles des filiales allemandes du Groupe, dont principalement le nouveau four de réduction de Weser-Metall GmbH qui a pour objectif un retour à la rentabilité du segment Plomb du Groupe par une meilleure valorisation du plomb contenu dans les matières entrantes.

- *Segment Zinc (19% du chiffre d'affaires consolidé)*

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2016	Au 30 juin 2015
Chiffre d'affaires	32,3	36,9
Résultat opérationnel courant (IFRS)	2,5	1,5
Résultat opérationnel courant retraité	5,6	5,9

Le chiffre d'affaires du segment Zinc a atteint 32,3 millions d'euros au premier semestre 2016 par rapport à 36,9 millions d'euros au premier semestre 2015, soit une baisse de 12%. Le chiffre d'affaires retraité du segment (incluant la quote-part de Recytech SA détenue à 50%) s'est élevé à 39,9 millions d'euros, soit une baisse identique par rapport à la même période en 2015 (-13%).

Ce recul s'explique principalement par la forte chute du cours du zinc par rapport au premier semestre 2015, qui a été compensée en partie par une hausse de la production.

Dans l'activité de recyclage des poussières d'aciéries, les usines de Recytech SA en France et Harz-Metall GmbH en Allemagne ont traité 83 535 tonnes de poussières au premier semestre 2016 contre 73 900 tonnes au premier semestre 2015, cette augmentation étant principalement expliquée par l'absence d'arrêt de maintenance en 2016 pour Harz-Metall GmbH. Pour cette raison, la production totale d'oxydes Waelz de ces deux usines a atteint 34 884 tonnes au premier semestre 2016 contre 32 132 tonnes au premier semestre 2015, soit une progression de 9%.

L'activité de recyclage des déchets de zinc a été également impactée par la baisse du cours du zinc sur la période qui a pesé sur les prix de vente. Dans un contexte toujours très difficile en termes d'approvisionnements en matières à recycler, Norzinco GmbH a traité 10 906 tonnes de matières riches en zinc contre 10 940 tonnes au premier semestre 2015 et la production d'oxydes de zinc a progressé légèrement à 11 714 tonnes au premier semestre 2016 contre 11 417 tonnes pour la même période en 2015 (+3%).

Ainsi, le Résultat Opérationnel Courant du segment Zinc a enregistré un bénéfice de 2,5 millions d'euros au premier semestre 2016 contre un bénéfice de 1,5 million d'euros au premier semestre 2015. Cette progression, malgré la forte baisse des cours du zinc, résulte principalement de la très bonne performance de Harz-Metall GmbH liée à une base de comparaison favorable.

Retraité des impacts des normes IFRS 10 et 11, le Résultat Opérationnel Courant retraité* s'est élevé à 5,6 millions d'euros au premier semestre 2016 contre 5,9 millions d'euros pour le premier semestre 2015. Ce léger recul s'explique essentiellement par le repli des cours du zinc.

** La participation du Groupe dans la société Recytech SA (détenue à 50% par Recylex), auparavant consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle (méthode non applicable depuis le 1er janvier 2014), est désormais comptabilisée en appliquant la méthode de la mise en équivalence (Cf. Note 4 des comptes consolidés condensés au 30 juin 2016). En conséquence, les états financiers consolidés du Groupe ne contiennent plus la quote-part correspondante à la société Recytech, à l'exception des agrégats « Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence » et « Participations dans les entreprises associées ». Toutefois, le Groupe a décidé de poursuivre l'intégration proportionnelle de Recytech SA pour la présentation de l'information sectorielle du segment Zinc en ce qui concerne uniquement les informations du compte de résultat (Cf. Note 5 des comptes consolidés condensés au 30 juin 2016). Ceci permet de présenter la performance économique et industrielle du segment Zinc conformément aux données analysées dans le reporting interne.*

- **Segment Métaux Spéciaux (5% du chiffre d'affaires consolidé)**

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2016	Au 30 juin 2015
Chiffre d'affaires	8,0	11,3
Résultat opérationnel courant (IFRS)	0,2	(0,8)

Le chiffre d'affaires du segment Métaux Spéciaux s'est élevé à 8,0 millions d'euros au premier semestre 2016, en repli de 29% par rapport au premier semestre 2015.

Malgré une légère progression des ventes d'arsenic de haute pureté, ce fort recul s'explique principalement par un repli des volumes vendus de Germanium, couplé à la montée en puissance de la sous-traitance industrielle pour ce métal, par la forte chute des prix de l'Indium et dans une moindre mesure, par le repli des ventes de Gallium.

Malgré cette baisse du chiffre d'affaires, le Résultat Opérationnel Courant de ce segment a réussi à atteindre l'équilibre, avec un bénéfice de 0,2 million d'euros pour le premier semestre 2016 contre une perte de 0,8 million d'euros au premier semestre 2015.

Cette amélioration de la rentabilité s'explique principalement par l'évolution de la stratégie industrielle de PPM Pure Metals GmbH avec la montée en puissance de la sous-traitance industrielle dans le Germanium et l'absence de dépréciations comptables de stocks.

- **Segment Plastique (5% du chiffre d'affaires consolidé)**

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2016	Au 30 juin 2015
Chiffre d'affaires	8,4	9,5
Résultat opérationnel courant (IFRS)	0,2	0,1

Le chiffre d'affaires du segment Plastique a atteint 8,4 millions d'euros au premier semestre 2016, en recul de 12% par rapport au premier semestre 2015.

Au cours de la période, la production totale du segment s'est élevée à 8 058 tonnes de polypropylène recyclé contre 9 433 tonnes au cours du premier semestre 2015, soit une baisse de 15%. Dans un contexte toujours difficile en raison des faibles niveaux des cours du pétrole, C2P en France a enregistré une baisse limitée des volumes vendus avec une bonne résistance de ses prix de vente grâce à la stratégie de diversification du portefeuille commercial et de montée en gamme des produits. En revanche, C2P en Allemagne a enregistré un recul des volumes vendus en raison de la moindre attractivité des matières recyclées par rapport aux matières primaires compte tenu des niveaux de prix actuels.

Le Résultat Opérationnel Courant du segment a atteint 0,2 million d'euros pour le premier semestre 2016, en légère croissance par rapport à 0,1 million d'euros au premier semestre 2015.

Malgré le contexte adverse, l'évolution de la stratégie commerciale de C2P en France a permis de compenser le repli important des volumes, particulièrement en Allemagne, en raison de l'attractivité actuelle des matières primaires par rapport aux matières secondaires.

▪ **Evolution des procédures judiciaires concernant Recylex SA****

▪ **Procédures concernant Metaleurop Nord SAS**

Le document récapitulatif de l'évolution des procédures concernant Recylex SA et Metaleurop Nord SAS est disponible sur le site internet du Groupe Recylex (www.recylex.fr – Rubrique Actualités – [Calendrier des procédures judiciaires](#)).

Le 27 juin 2016, le Conseil d'Etat a annulé l'arrêt de la Cour administrative de d'appel de Douai du 21 juillet 2015 en tant qu'il se prononce sur l'inscription du site de Metaleurop Nord à Noyelles-Godault sur la liste des établissements ouvrant droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (« ACAATA ») pour la période du 1^{er} janvier 1962 au 31 décembre 1989.

L'affaire est renvoyée devant la Cour administrative d'appel de Douai, autrement composée, qui réexaminera et se prononcera tant sur la recevabilité que sur le fond de la demande de classement.

▪ **Enquête de la Commission européenne dans le secteur du recyclage du plomb**

Le 24 juin 2015, une communication des griefs a été adressée par la Direction Générale de la Concurrence de la Commission européenne à Recylex SA et ses filiales achetant des batteries au plomb usagées.

Au cours du premier semestre 2016, la Société et ses filiales concernées par cette procédure ont reçu des demandes d'informations complémentaires de la Commission européenne auxquelles elles ont répondu dans les délais impartis.

*** Cf. Note 1 section D des comptes consolidés condensés au 30 juin 2016.*

▪ **Point sur les recherches de financement**

▪ **Périmètre allemand du groupe Recylex*****

Le 6 juillet 2016, les filiales allemandes du groupe Recylex ont reçu une offre conditionnelle de prêt émise par un pool bancaire.

La mise en place de ce nouveau financement est primordiale pour permettre aux filiales allemandes du Groupe de refinancer ses lignes de crédit existantes, financer son besoin en fonds de roulement et l'investissement majeur de Weser-Metall GmbH à Nordenham qui est clé pour restaurer la rentabilité de l'activité plomb. Les conséquences d'un éventuel défaut de mise en place de ce financement seraient très graves pour le périmètre allemand et donc pour l'ensemble du groupe compte tenu des liens étroits entre les filiales allemandes d'une part et entre Recylex SA et sa filiale Weser-Metall GmbH, d'autre part.

Cette offre indicative correspond à l'intégralité de l'enveloppe de financement recherchée qui s'élève à 67 millions d'euros et vise à couvrir :

- les besoins en fonds de roulement des filiales allemandes du groupe, à hauteur de 17 millions d'euros (dont 10 millions d'euros pour le refinancement des lignes de crédit existantes, 5 millions d'euros pour l'extension de ces lignes et 2 millions d'euros de renouvellement de garanties bancaires nécessaires pour leurs activités industrielles) ;
- les dépenses d'investissements prévisionnelles des filiales allemandes du Groupe, stratégiques pour pérenniser leurs activités, à hauteur de 50 millions d'euros, dont environ 40 millions d'euros pour le nouveau four de réduction de Weser-Metall GmbH.

L'offre de financement prévoit diverses conditions suspensives dont :

- la prise de sûretés sur les actifs des sociétés emprunteuses ;

- l'octroi par la région allemande de Basse-Saxe d'une garantie spécifique visant à couvrir 80% du financement des dépenses d'investissements prévisionnelles ;
- la mise en place d'une structure de garantie (fiducie sûreté de droit allemand) visant à garantir la bonne exécution de la mise en œuvre des investissements nécessaires pour construire le nouveau four de réduction envisagé par la filiale Weser-Metall GmbH et des obligations prévues dans le cadre du prêt ;
- l'obtention des autorisations de plusieurs autorités administratives et locales relatives à l'installation du nouveau four de réduction de Weser-Metall GmbH, notamment le permis d'exploitation modifié nécessitant une enquête publique à Nordenham ;
- l'engagement de Recylex SA de faire ses meilleurs efforts pour prendre à sa charge toute condamnation éventuelle qui serait imposée au Groupe dans le cadre de la procédure en cours devant la Commission Européenne concernant le secteur du recyclage de batteries usagées au plomb ;
- l'octroi par Glencore International AG, membre du groupe du principal actionnaire de Recylex SA, d'un engagement de financer :
 - tout dépassement du budget envisagé pour le nouveau four de réduction de Weser-Metall GmbH, dans la limite de 10 millions d'euros,
 - tout besoin éventuel de liquidités des filiales allemandes pendant une durée de 12 mois après la mise en production du nouveau four prévue en 2018, dans la limite de 14 millions d'euros.

Les discussions se poursuivent avec l'ensemble des parties prenantes concernant ce projet de financement, qui inclut le refinancement d'une ligne existante de 3 millions d'euros, dont la banque prêteuse n'a pas vocation à participer au futur pool bancaire envisagé.

La priorité du groupe Recylex est de conclure ce financement et de lever l'ensemble des conditions suspensives liées à ce projet de financement, en vue d'obtenir les fonds au cours du quatrième trimestre 2016.

*** Cf. Note 1 sections E et F des comptes consolidés condensés au 30 juin 2016, note 32 des Annexes aux comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2015.

■ **Site industriel arrêté de l'Estaque**

Suite au report au 31 décembre 2018 de l'échéance des travaux de réhabilitation du site arrêté de l'Estaque, Recylex SA poursuit l'étude des solutions dédiées à la finalisation de ces travaux de réhabilitation et à la valorisation du site.

■ **Perspectives pour le second semestre 2016**

L'évolution des cours des matières premières et notamment des métaux, a enregistré une amélioration significative depuis le début du second semestre 2016. Ainsi, au 31 août 2016, les cours du plomb et du zinc exprimés en dollars ont atteint un plus haut depuis juin 2015, respectivement à 1 875 \$ par tonne et 2 328 \$ par tonne. Les moyennes sur juillet et août 2016 ont atteint 1 836 \$ par tonne pour le plomb et 2 235 \$ par tonne pour le zinc, soit des niveaux supérieurs à la moyenne de l'exercice 2015.

■ **Segment Plomb**

La performance financière de ce segment au second semestre 2016 dépendra de l'évolution du cours du plomb au cours de la période.

Dans ce contexte de forte demande sur l'achat des batteries au plomb usagées, les priorités stratégiques du Groupe sont de poursuivre la politique sélective d'approvisionnements qui a porté des fruits afin de soutenir les marges de ce segment et de mener à bien le projet d'installation de nouvel outil industriel dans la fonderie de Weser-Metall GmbH.

■ **Segment Zinc**

Dans les deux activités du segment Zinc, la performance financière du second semestre 2016 dépendra de l'évolution du cours du zinc au cours de la période.

Au niveau de l'activité de production d'oxydes Waelz, sous réserve d'une disponibilité des matières à traiter similaire à celle du premier semestre 2016, la performance industrielle de Harz-Metall GmbH et de Recytech SA au cours du deuxième semestre 2016 devrait s'améliorer par rapport au premier semestre 2016.

Dans l'activité de production d'oxydes de zinc, Norzinco GmbH va poursuivre au second semestre 2016 ses actions pour développer et diversifier ses sources d'approvisionnement mais aussi poursuivre ses efforts d'amélioration de l'outil industriel afin de restaurer les marges.

- **Segment Métaux Spéciaux**

L'éventuelle reprise dans le segment des Métaux Spéciaux au second semestre 2016 sera déterminée par l'évolution de la demande de l'industrie des semi-conducteurs et dans une moindre mesure par l'évolution de la parité Euro/Yen.

PPM Pure Metals GmbH va poursuivre sa stratégie de développement des activités de recyclage, ses actions d'améliorations de la performance industrielle et a pour objectif de redresser ses prix de vente dans un contexte toujours très concurrentiel.

- **Segment Plastique**

Compte tenu de la forte volatilité du prix du pétrole, la performance de ce segment au second semestre 2016 dépendra de sa capacité à répercuter ces conditions difficiles, principalement sur ses prix d'approvisionnement, et à faire évoluer son portefeuille commercial vers les clients favorisant les matières recyclées, afin de maintenir ses niveaux de marge.

Comme chaque année, l'arrêt annuel de maintenance programmé a eu lieu dans les deux usines du Groupe en juillet et août 2016

- **Principales transactions avec les parties liées**

Les principales transactions avec des parties liées sont présentées dans la Note 9 des comptes consolidés condensés arrêtés au 30 juin 2016, joints au présent rapport.

- **Variations des capitaux propres**

Les variations des capitaux propres sont présentées dans les comptes consolidés condensés arrêtés au 30 juin 2016, joints au présent rapport.

**COMPTES CONSOLIDES CONDENSES AU
30 JUIN 2016**

ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE	13
COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ SEMESTRIEL	14
ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL	15
ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2016	16
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	17
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES	18
NOTE 1: INFORMATIONS SUR LA SOCIETE ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DU SEMESTRE	18
NOTE 2: METHODES ET PRINCIPES COMPTABLES	26
2.1. Nouvelles normes	26
2.2. Estimations	27
NOTE 3: PERIMETRE DE CONSOLIDATION	27
NOTE 4: SEGMENTS OPERATIONNELS	27
NOTE 5: INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT	34
Note 5.1. Charges externes	34
Note 5.2. Amortissements et pertes de valeur	34
Note 5.3. Autres produits et charges opérationnels	34
Note 5.4. Coût de l'endettement financier net	35
Note 5.5. Autres produits et charges financiers	35
Note 5.6. Charge d'impôt	35
Note 5.7. Résultat par action	37
NOTE 6 : INFORMATIONS SUR LA SITUATION FINANCIERE	37
Note 6.1. Immobilisations incorporelles, corporelles et goodwill	37
Note 6.2. Tests de dépréciation	38
Note 6.3. Autres actifs financiers à long terme	38
Note 6.4. Stocks	38
Note 6.5. Clients et comptes rattachés	39
Note 6.6. Autres actifs courants	39
Note 6.7. Trésorerie et équivalents de trésorerie	40
Note 6.8. Capitaux propres	40
Note 6.9. Emprunts portant intérêt	42
Note 6.10. Provisions	43
Note 6.11. Autres passifs courants et non-courants	43
Note 6.12. Autres instruments financiers	44

NOTE 7: OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS HORS BILAN	45
NOTE 8 : LITIGES ET PASSIFS EVENTUELS	46
NOTE 9 : TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES	46
NOTE 10 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	46

ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE
Au 30 juin 2016

(en milliers d'euros)

	Notes	30 juin 2016	31 décembre 2015
		€000	€000
Actifs			
Actifs non-courants			
Immobilisations corporelles	6.1	40 862	42 179
Immobilisations incorporelles.....	6.1	743	787
Actifs financiers		500	824
Instruments financiers dérivés	6.12	-	-
Autres actifs long-terme.....	6.3	2 653	2 775
Participations dans les entreprises associées		5 674	7 807
Actifs d'impôts différés	5.6	5 732	4 634
		56 164	59 006
Actifs courants			
Stocks.....	6.4	35 144	33 678
Clients et comptes rattachés	6.5	22 657	19 085
Actifs d'impôts exigibles.....		5	5
Autres actifs courants	6.6	8 530	6 766
Instruments financiers dérivés	6.12	564	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.7	4 137	3 845
		71 037	63 379
Actifs non courants détenus en vue de la vente		-	-
		71 037	63 379
TOTAL ACTIFS		127 201	122 385
Capitaux propres et passifs	6.8		
Capital émis.....		31 827	31 827
Primes d'émission		869	869
Réserves consolidées – part du Groupe		(56 953)	(14 867)
Résultat de l'exercice – part du Groupe		(4 253)	(39 363)
Réserves de conversion		1 426	1 426
Capital émis et réserves attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère		(27 084)	(20 108)
Intérêts minoritaires		-	-
Total capitaux propres		(27 084)	(20 108)
Passifs non courants			
Emprunts portant intérêt	6.9	10 511	11 285
Provisions	6.10	24 598	25 873
Provisions pour avantages au personnel.....		37 994	34 574
Autres passifs non courants	6.11	11 787	11 787
Passifs d'impôts différés	5.6	-	-
		84 890	83 519
Passifs courants			
Emprunts portant intérêt	6.9	10 752	10 543
Provisions	6.10	15 700	14 788
Provisions pour avantages au personnel.....		2 263	2 253
Fournisseurs et comptes rattachés.....		30 564	22 871
Passifs d'impôts exigibles.....		-	548
Instruments financiers dérivés	6.12	-	196
Autres passifs courants	6.11	10 116	7 775
		69 395	58 974
Passifs non courants destinés à être cédés		-	-
Total passifs		154 285	142 493
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		127 201	122 385

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ SEMESTRIEL
Au 30 juin 2016

(en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2016	30 juin 2015
		€000	€000
Ventes de biens et services		167 827	198 135
Produits des activités ordinaires		167 827	198 135
Achats consommés.....		(124 990)	(144 949)
Charges de personnel.....		(22 032)	(22 432)
Charges externes.....	5.1	(18 762)	(22 088)
Impôts et taxes.....		(809)	(914)
Amortissements, provisions et pertes de valeur.....	5.2	(3 102)	(4 649)
Variations des stocks de produits en cours et de produits finis.....		(2 507)	(10 810)
Autres produits et charges d'exploitation		1 153	294
Résultat opérationnel courant		(3 222)	(7 413)
Autres produits et charges opérationnels.....	5.3	(1 279)	(3 796)
Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence		1 976	2 678
Résultat opérationnel		(2 525)	(8 531)
Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie.....		10	14
Coût de l'endettement financier brut		(1 851)	(1 061)
Coût de l'endettement financier net	5.4	(1 841)	(1 047)
Autres produits et charges financiers	5.5	126	19
Charge d'impôt.....	5.6	(13)	744
Résultat net consolidé		(4 253)	(8 814)
Intérêts minoritaires			
Résultat net part du groupe.....		(4 253)	(8 814)
Résultats par action :		<i>En euros</i>	<i>En euros</i>
- de base	5.7	(0,18)	(0,37)
- dilué.....	5.7	(0,17)	(0,36)

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL
Au 30 juin 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	30 juin 2015
Résultat net	(4 253)	(8 814)
Ecart de conversion	5	4
Couverture de flux de trésorerie	-	-
Impôt différé sur couverture de flux de trésorerie	-	-
Ecart actuariel sur les retraites	-	-
Impôt différé relatif à l'application d'IAS 19 révisée	-	-
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	11	-
Total des autres éléments du résultat global qui seront reclassés ultérieurement en résultat net	16	4
Perte et gains actuariels (*).....	(3 854)	1 387
Impôts différés sur pertes et gains actuariels.....	1 115	(401)
Quote-part des entreprises associées sur éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net, nette d'impôt.....		
Total des autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	(2 739)	986
Résultat global	(6 976)	(7 824)
Dont :		
Part Groupe	(6 976)	(7 824)
Intérêts minoritaires	-	-

(*) Ce montant correspond à la comptabilisation de l'impact du changement de taux actuariel (de 2% au 31 décembre 2015 à 1,29% au 30 juin 2016). Les provisions pour avantages au personnel inscrites au bilan ont par conséquent été ajustées de ce montant.

ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2016

<i>(en milliers d'euros, sauf données par action)</i>	<i>Nombre d'actions</i>	<i>Montant du capital</i>	<i>Primes d'émissions</i>	<i>Réserves recyclables</i>	<i>Réserves consolidées</i>	<i>Total des capitaux propres part du groupe</i>	<i>Total des capitaux propres</i>
Solde au 1^{er} janvier 2015	24 110 982	48 222	869	(12 499)	(18 596)	17 996	17 996
Résultat consolidé de l'exercice	-	-	-	-	(8 814)	(8 814)	(8 814)
Autres éléments du résultat global							
Variation de la réserve de couverture nette d'impôt	-	-	-	-	-	-	-
Variation des écarts de conversion	-	-	-		4	4	4
Ecarts actuariels sur les retraites nets d'impôt				986		986	986
<i>Total des autres éléments du résultat global</i>	-	-	-	986	4	990	990
Résultat global de la période	-	-	-	986	(8 810)	(7 824)	(7 824)
Païement en action	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation / Diminution de capital	-	(16 395)	-	-	16 395	-	-
Solde au 30 juin 2015	24 110 982	31 826	869	(11 513)	(11 011)	10 171	10 171
Solde au 1^{er} janvier 2016	24 110 982	31 827	869	(11 251)	(41 553)	(20 108)	(20 108)
Résultat consolidé de l'exercice	-	-	-	-	(4 253)	(4 253)	(4 253)
Autres éléments du résultat global							
Variation de la réserve de couverture nette d'impôt	-	-	-	-	-	-	-
Variation des écarts de conversion	-	-	-		5	5	5
Ecarts actuariels sur les retraites nets d'impôt				(2 739)	11	(2 728)	(2 728)
<i>Total des autres éléments du résultat global</i>	-	-	-	(2 739)	16	(2 723)	(2 723)
Résultat global de la période	-	-	-	(2 739)	(4 238)	(6 976)	(6 976)
Païement en action	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation / Diminution de capital	-	-	-	-	-	-	-
Solde au 30 juin 2016	24 110 982	31 827	869	(13 990)	(45 791)	(27 084)	(27 084)

TABEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE
Au 30 juin 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2016	30/06/2015
Résultat sur opérations courantes	(3 223)	(7 413)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	3 102	4 649
EBITDA	(121)	(2 764)
Variation du besoin en fonds de roulement courant	3 860	7 364
- Stocks	(902)	12 638
- Clients et comptes rattachés	(3 500)	605
- Fournisseurs et comptes rattachés	7 692	(6 776)
- Autres actifs et passifs courants	1 571	897
- Provision pour engagements sociaux	(1 002)	
Charges opérationnelles courantes sans incidence sur la trésorerie	538	162
- Elimination des impacts des stocks options	-	-
- Plus ou moins-values sur cessions d'actifs immobilisés	(42)	11
- Engagement sociaux	580	151
Flux de trésorerie sur opérations courantes avant impôts	4 277	4 761
Impôts payés	(527)	(402)
Flux de trésorerie sur opérations courantes après impôts	3 751	4 359
Autres produits et charges opérationnelles non courantes	(1 187)	(149)
Autres produits et charges liés à la réhabilitation des sites	(745)	(695)
Variation du besoin en fonds de roulement non courant	123	70
Autres produits et charges financières	(248)	(228)
Gains et perte de changes	254	173
Affacturage	(476)	(378)
Autres produits et charges financiers	(26)	(24)
Variation du passif gelé		
Dividendes reçus	3 000	3 719
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	4 693	7 077
Variation de périmètre	-	-
Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	(2 424)	(1 992)
Variation des actifs financiers	350	-
Cessions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	80	359
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(1 994)	(1 633)
Emission d'emprunts	-	-
Remboursement d'emprunts	(834)	(832)
Autres flux liés aux opérations de financements	-	-
Intérêts d'actifs financiers	(1 845)	(1 025)
Autres mouvements sur capital	-	-
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(2 679)	(1 858)
Incidence des changements de principes comptables	-	-
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	20	3 587
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'ouverture	(4 993)	(3 692)
Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture (*)	(4 973)	(106)
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	20	3 587

(*) voir Note 6.7

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES
Pour la période de six mois prenant fin le 30 juin 2016

NOTE 1: INFORMATIONS SUR LA SOCIETE ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DU SEMESTRE

A. Informations sur la société

Implanté en France, en Allemagne et en Belgique, le groupe Recylex est un spécialiste européen du recyclage du plomb et du plastique (principalement à partir des batteries automobiles et industrielles usagées), du recyclage du zinc (à partir des poussières issues des aciéries électriques ou du vieux zinc) et de la production de métaux spéciaux de très haute pureté.

Le Groupe emploie près de 680 collaborateurs (dont Recytech SA, détenue à 50%) et a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 385 millions d'euros en 2015.

Recylex SA est une société anonyme cotée sur Euronext Paris (RX – ISIN FR0000120388) et immatriculée en France.

En date du 15 septembre 2016, le Conseil d'administration a arrêté et autorisé la publication des comptes semestriels consolidés condensés de Recylex SA portant sur la période de six mois prenant fin le 30 juin 2016.

B. Evénements majeurs du premier semestre 2016

La moyenne des cours du plomb au premier semestre 2016 a atteint 1 552 euros par tonne, soit une baisse de 8% par rapport à la moyenne du premier semestre 2015 et une baisse de 4% par rapport à la moyenne annuelle 2015.

La moyenne des cours du zinc au premier semestre 2016 s'est élevée à 1 611 euros par tonne, soit une baisse de 16% par rapport à la moyenne du premier semestre 2015 et une baisse de 7% par rapport à la moyenne annuelle 2015.

La moyenne des cours du plomb et du zinc sur le premier semestre s'est établie comme suit :

Moyenne (euros / tonne)	1 ^{er} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2015	Exercice 2015
Cours du plomb	1 552	1 680	1 608
Cours du zinc	1 611	1 913	1 737

C. Résultats consolidés par activité au 30 juin 2016 (hors holdings et environnement)

Le segment Plomb a représenté 71% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe, le segment Zinc 19%, le segment Métaux Spéciaux 5% et le segment Plastique 5%.

Au premier semestre 2016, l'EBITDA consolidé en normes IFRS est revenu à l'équilibre, affichant une très légère perte de 0,1 million d'euros, soit une amélioration très significative par rapport au premier semestre 2015 qui affichait une perte de 2,8 millions d'euros.

Sur la même période, l'EBITDA consolidé retraité ¹ a été positif et s'est établi à 3,7 millions d'euros contre 4,5 millions d'euros au premier semestre 2015.

Malgré le contexte de baisse significative des cours du plomb et du zinc au premier semestre 2016 par rapport au premier semestre 2015, la performance opérationnelle du Groupe a affiché une nette amélioration en raison d'une base de comparaison favorable dans les deux activités majeures du Groupe (liée à l'absence d'arrêts de maintenance programmés au premier semestre 2016 pour la fonderie de plomb de Weser-Metall GmbH et le four de recyclage des poussières d'aciéries de Harz-Metall GmbH dans le segment Zinc) ainsi que de la poursuite de la stratégie d'approvisionnement sélectif dans le segment Plomb.

¹ En utilisant la méthode LIFO pour la valorisation des stocks de plomb (méthode non admise par les normes IFRS) et en maintenant la méthode de l'intégration proportionnelle pour consolider la participation dans Recytech SA. (Note 4 des annexes aux comptes consolidés condensés)

- *Segment Plomb*

Le chiffre d'affaires du segment Plomb s'est élevé à 119,1 millions d'euros au premier semestre 2016, soit un repli de 15% par rapport au premier semestre 2015. Malgré une base de comparaison favorable, en raison de l'absence d'arrêt de maintenance au premier semestre 2016 par rapport à celui opéré au premier semestre 2015, le segment a été impacté par la baisse des cours du plomb (-8%) et par un repli des volumes produits (-7%) lié à une moindre disponibilité de matières à recycler.

En effet, les usines de traitement de batteries usagées en France et en Allemagne ont recyclé 53 000 tonnes de batteries usagées contre 65 500 tonnes pour la même période en 2015, soit une baisse de 19%. Ce recul s'explique par la poursuite de la politique sélective d'approvisionnements en matières à recycler, qui vise à restaurer les marges du segment, compte tenu des niveaux toujours très élevés des prix de batteries usagées ainsi qu'à leur faible disponibilité (due aux conditions météorologiques clémentes de l'hiver passé).

Dans ce contexte, afin de préserver la trésorerie de Weser-Metall GmbH dans l'attente d'avancées significatives des négociations concernant la recherche de financement du périmètre allemand du Groupe, le Groupe a fait évoluer son mix d'approvisionnement, au cours du premier semestre 2016. Le manque de batteries usagées à recycler a ainsi été compensé partiellement par des concentrés de plomb (qui sont moins riches en plomb que les matières secondaires issues des batteries usagées) dans le cadre de la sous-traitance industrielle mise en place par Weser-Metall GmbH depuis le second semestre 2014.

Pour ces raisons et malgré une base de comparaison favorable liée à l'absence d'arrêt de maintenance au cours du premier semestre 2016 par rapport au premier semestre 2015, la production de la fonderie de Weser-Metall GmbH s'est montée à 52 011 tonnes au cours du premier semestre 2016, contre 55 771 tonnes pour la même période de 2015, soit un repli de 7%.

Le Résultat Opérationnel Courant du premier semestre 2016 en normes IFRS du segment a affiché une perte de 4,1 millions d'euros, en amélioration significative par rapport à la perte de 6,1 millions d'euros du premier semestre 2015. Malgré un contexte de baisse des cours du plomb, cette progression s'explique principalement par une base de comparaison favorable en raison de l'absence d'arrêt de maintenance programmé de la fonderie au premier semestre 2016 (un arrêt au premier semestre 2015) ainsi que par l'impact positif des mesures commerciales et industrielles dans l'approvisionnement du segment.

Le Résultat Opérationnel Courant retraité (avec une valorisation des stocks selon la méthode LIFO) pour la même période s'est inscrit en perte de 3,9 millions d'euros, stable par rapport à une perte opérationnelle de 3,8 millions d'euros au premier semestre 2015. En raison de l'augmentation des volumes de concentrés de plomb traités au premier semestre 2016 dans le cadre de la sous-traitance industrielle ayant généré une réduction des stocks, l'impact du retraitement LIFO est moins important suite à cette baisse des stocks, le stock valorisé selon la méthode PMP conformément aux normes IFRS se rapprochant du stock valorisé selon la méthode LIFO.

Par ailleurs, le Groupe travaille toujours activement à lever l'ensemble des conditions de l'offre de prêt reçue pour les filiales allemandes du Groupe, avec pour objectif d'obtenir les fonds au cours du quatrième trimestre 2016. Pour rappel, cette enveloppe de financement inclut des dépenses d'investissements prévisionnelles des filiales allemandes du Groupe, dont principalement le nouveau four de réduction de Weser-Metall GmbH qui a pour objectif un retour à la rentabilité du segment Plomb du Groupe par une meilleure valorisation du plomb contenu dans les matières entrantes.

- *Segment Zinc**

Le chiffre d'affaires du segment Zinc a atteint 32,3 millions d'euros au premier semestre 2016 par rapport à 36,9 millions d'euros au premier semestre 2015, soit une baisse de 12%. Le chiffre d'affaires retraité du segment (incluant la quote-part de Recytech SA détenue à 50%) s'est élevé à 39,9 millions d'euros, soit une baisse identique par rapport à la même période en 2015 (-13%).

Ce recul s'explique principalement par la forte chute du cours du zinc par rapport au premier semestre 2015, qui a été compensée en partie par une hausse de la production.

Dans l'activité de recyclage des poussières d'aciéries, les usines de Recytech SA en France et Harz-Metall GmbH en Allemagne ont traité 83 535 tonnes de poussières au premier semestre 2016 contre 73 900 tonnes au premier semestre 2015, cette augmentation étant principalement expliquée par l'absence d'arrêt de maintenance pour Harz-Metall GmbH en 2016. Pour cette raison, la production totale d'oxydes Waelz de ces deux usines a atteint 34 884 tonnes au premier semestre 2016 contre 32 132 tonnes au premier semestre 2015, soit une progression de 9%.

L'activité de recyclage des déchets de zinc a été également impactée par la baisse du cours du zinc sur la période qui a pesé sur les prix de vente. Dans un contexte toujours très difficile en termes d'approvisionnements

en matières à recycler, Norzinco GmbH a traité 10 906 tonnes de matières riches en zinc contre 10 940 tonnes au premier semestre 2015 et la production d'oxydes de zinc a progressé légèrement à 11 714 tonnes au premier semestre 2016 contre 11 417 tonnes pour la même période en 2015 (+3%).

Ainsi, le Résultat Opérationnel Courant du segment Zinc a enregistré un bénéfice de 2,5 millions d'euros au premier semestre 2016 contre un bénéfice de 1,5 million d'euros au premier semestre 2015. Cette progression, malgré la forte baisse des cours du zinc, résulte principalement de la très bonne performance de Harz-Metall GmbH liée à une base de comparaison favorable.

Retraité des impacts des normes IFRS 10 et 11, le Résultat Opérationnel Courant retraité* s'est élevé à 5,6 millions d'euros au premier semestre 2016 contre 5,9 millions d'euros pour le premier semestre 2015. Ce léger recul s'explique essentiellement par le repli des cours du zinc.

* La participation du Groupe dans la société Recytech SA (détenue à 50% par Recylex), auparavant consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle (méthode non applicable depuis le 1er janvier 2014), sera désormais comptabilisée en appliquant la méthode de la mise en équivalence (Cf. Note 3). En conséquence, les états financiers consolidés du Groupe ne contiennent plus la quote-part correspondante à la société Recytech, à l'exception des agrégats « Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence » et « Participations dans les entreprises associées ». Toutefois, le Groupe a décidé de poursuivre l'intégration proportionnelle de Recytech SA pour la présentation de l'information sectorielle du segment Zinc en ce qui concerne uniquement les informations du compte de résultat (Cf. Note 4). Ceci permet de présenter la performance économique et industrielle du segment Zinc conformément aux données analysées dans le reporting interne par secteur.

- **Segment Métaux Spéciaux**

Le chiffre d'affaires du segment Métaux Spéciaux s'est élevé à 8,0 millions d'euros au premier semestre 2016, en repli de 29% par rapport au premier semestre 2015.

Malgré une légère progression des ventes d'arsenic de haute pureté, ce fort recul s'explique principalement par un repli des volumes vendus de Germanium, couplé à la montée en puissance de la sous-traitance industrielle pour ce métal, par la forte chute des prix de l'Indium et dans une moindre mesure, par le repli des ventes de Gallium.

Malgré cette baisse du chiffre d'affaires, le Résultat Opérationnel Courant de ce segment a réussi à atteindre l'équilibre, avec un bénéfice de 0,2 million d'euros pour le premier semestre 2016 contre une perte de 0,8 million d'euros au premier semestre 2015. Cette amélioration de la rentabilité s'explique principalement par l'évolution de la stratégie industrielle de PPM Pure Metals GmbH avec la montée en puissance de la sous-traitance industrielle dans le Germanium et l'absence de dépréciations comptables de stocks.

- **Segment Plastique**

Le chiffre d'affaires du segment Plastique a atteint 8,4 millions d'euros au premier semestre 2016, en recul de 12% par rapport au premier semestre 2015.

Au cours de la période, la production totale du segment s'est élevée à 8 058 tonnes de polypropylène recyclé contre 9 433 tonnes au cours du premier semestre 2015, soit une baisse de 15%. Dans un contexte toujours difficile en raison des faibles niveaux des cours du pétrole, C2P en France a enregistré une baisse limitée des volumes vendus avec une bonne résistance de ses prix de vente grâce à la stratégie de diversification du portefeuille commercial et de montée en gamme des produits. En revanche, C2P en Allemagne a enregistré un recul des volumes vendus en raison de la moindre attractivité des matières recyclées par rapport aux matières primaires compte tenu des niveaux de prix actuels.

Le Résultat Opérationnel Courant du segment a atteint 0,2 million d'euros pour le premier semestre 2016, en légère croissance par rapport à 0,1 million d'euros au premier semestre 2015. Malgré le contexte adverse, l'évolution de la stratégie commerciale de C2P en France a permis de compenser le repli important des volumes, particulièrement en Allemagne, en raison de l'attractivité actuelle des matières primaires par rapport aux matières secondaires.

D. Procédures judiciaires

- **Procédures concernant Metaleurop Nord SAS**

Les procédures judiciaires initiées à l'encontre de Recylex SA par d'anciens salariés de Metaleurop Nord SAS (filiale de Recylex SA en liquidation) d'une part, et concernant les liquidateurs judiciaires de Metaleurop Nord SAS d'autre part, sont toujours en cours.

Un [document récapitulatif](#) sur l'évolution des procédures concernant Recylex SA et Metaleurop Nord SAS peut être consulté sur le site internet du Groupe (www.recylex.fr – Rubrique Actualités – Calendrier des procédures judiciaires).

Pour rappel, le 21 juillet 2015, la Cour administrative d'appel de Douai avait confirmé l'inscription du site de Metaleurop Nord SAS à Noyelles-Godault sur la liste des établissements ouvrant droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (« ACAATA ») mais avait réduit la période d'inscription du 1^{er} janvier 1962 au 31 décembre 1989, contre le 31 décembre 1996 précédemment. Recylex avait exercé un recours devant le Conseil d'Etat à l'encontre de cette décision.

Le 27 juin 2016, le Conseil d'Etat a annulé l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Douai du 21 juillet 2015 en tant qu'il se prononce sur l'inscription du site de Metaleurop Nord à Noyelles-Godault sur la liste des établissements ouvrant droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (« ACAATA ») pour la période du 1^{er} janvier 1962 au 31 décembre 1989. L'affaire est renvoyée devant la Cour administrative d'appel de Douai, autrement composée, qui réexaminera et se prononcera tant sur la recevabilité que sur le fond de la demande de classement.

Suite à la décision du 21 juillet 2015 de classement du site et compte tenu des demandes d'indemnisation pour préjudice d'anxiété et bouleversement dans les conditions d'existence formulées, au 31 décembre 2015, par 532 anciens salariés de Metaleurop Nord SAS, une provision pour risques à hauteur d'un montant global de 4,3 millions d'euros a été constituée dans les comptes au 31 décembre 2015. Recylex conteste tant la recevabilité que le fond de ces demandes.

▪ **Enquête de la Commission européenne dans le secteur du recyclage du plomb**

Le 24 juin 2015, une communication des griefs a été adressée par la Direction Générale de la Concurrence de la Commission européenne à Recylex SA et ses filiales achetant des batteries au plomb usagées.

Une communication des griefs est une étape officielle préliminaire des enquêtes de la Direction Générale de la Concurrence de la Commission européenne par laquelle cette dernière informe par écrit les parties concernées des griefs retenus à leur encontre. L'envoi d'une communication des griefs ne préjuge pas de l'issue finale de la procédure dont la décision est prise après étude des éléments de réponses fournis par le destinataire. A cet égard, le Groupe a répondu à la communication des griefs de la Commission européenne dans le délai imparti. Les audiences de présentation des arguments des sociétés concernées par la communication des griefs ont eu lieu le 17 et 18 novembre 2015.

Conformément à l'article 23 du Règlement (CE) n° 1/2003, le montant final d'une éventuelle amende ne pourra en tout état de cause pas excéder 10 % du chiffre d'affaires total réalisé au cours de l'exercice social précédant la décision de la Commission européenne, soit 38 539 616 euros sur base du chiffre d'affaires consolidé au 31 décembre 2015, avant application d'éventuelles réductions pouvant être sollicitées sur base des règles de la Commission européenne.

Compte tenu de la très grande incertitude quant au montant final susceptible d'être imposé à Recylex à l'issue de cette procédure, Recylex n'a pas constitué de provision pour risques dans ses comptes au 30 juin 2016.

Au cours du premier semestre 2016, la Société et ses filiales concernées par cette procédure ont reçu des demandes d'informations complémentaires de la Commission européenne auxquelles elles ont répondu dans les délais impartis.

E. Situation de trésorerie et financement externe du Groupe

• **Situation de trésorerie du Groupe**

La position nette (après déduction des concours bancaires courants) de trésorerie du Groupe a atteint -5,0 millions d'euros au 30 juin 2016 au même niveau qu'au 31 décembre 2015. Cette variation de la trésorerie résulte principalement du flux de trésorerie positif de 4,7 millions d'euros provenant des activités opérationnelles ayant permis de financer les investissements et les frais financiers du premier semestre 2016.

Les lignes de crédit du Groupe au 30 juin 2016 s'élèvent à 10,2 millions d'euros dont 9,1 millions d'euros ont été utilisés au 30 juin 2016. Au 31 décembre 2015 les lignes de crédit du Groupe s'élevaient à 10,2 millions d'euros dont 8,8 millions d'euros avaient été utilisés.

- Présentation de l'offre de refinancement

Le 6 juillet 2016, les filiales allemandes du groupe Recylex ont reçu une offre conditionnelle de prêt émise par un pool bancaire. Cette offre indicative correspond à l'intégralité de l'enveloppe de financement recherchée qui s'élève à 67 millions d'euros et vise à couvrir :

- les besoins en fonds de roulement des filiales allemandes du groupe, à hauteur de 17 millions d'euros (dont 10 millions d'euros pour le refinancement des lignes de crédit existantes, 5 millions d'euros pour l'extension de ces lignes et 2 millions d'euros de renouvellement de garanties bancaires nécessaires pour leurs activités industrielles) ;
- les dépenses d'investissements prévisionnelles des filiales allemandes du Groupe, stratégiques pour pérenniser leurs activités, à hauteur de 50 millions d'euros, dont principalement le nouveau four de réduction de Weser-Metall GmbH pour environ 40 millions d'euros, ayant pour objectif un retour à la rentabilité du segment Plomb du Groupe par une meilleure valorisation du plomb contenu dans les matières entrantes.

L'offre de financement prévoit diverses conditions suspensives dont :

- la prise de sûretés sur les actifs des sociétés emprunteuses ;
- l'octroi par la région allemande de Basse-Saxe d'une garantie spécifique visant à couvrir 80% du financement des dépenses d'investissements prévisionnelles ;
- la mise en place d'une structure de garantie (fiducie sûreté de droit allemand) visant à garantir la bonne exécution de la mise en œuvre des investissements nécessaires pour construire le nouveau four de réduction envisagé par la filiale Weser-Metall GmbH et des obligations prévues dans le cadre du prêt ;
- l'obtention des autorisations de plusieurs autorités administratives et locales relatives à l'installation du nouveau four de réduction de Weser-Metall GmbH, notamment le permis d'exploitation modifié nécessitant une enquête publique à Nordenham ;
- l'engagement de Recylex SA de faire ses meilleurs efforts pour prendre à sa charge toute condamnation éventuelle qui serait imposée au Groupe dans le cadre de la procédure en cours devant la Commission Européenne concernant le secteur du recyclage de batteries usagées au plomb ;
- l'octroi par Glencore International AG, membre du groupe du principal actionnaire de la Société, d'un engagement de financer (i) tout dépassement du budget envisagé pour le nouveau four de réduction de Weser-Metall GmbH, dans la limite de 10 millions d'euros, ainsi que (ii) tout besoin éventuel de liquidités des filiales allemandes pendant une durée de 12 mois après la mise en production du nouveau four prévue en 2018, dans la limite de 14 millions d'euros.

Glencore International AG ne bénéficierait pas de la garantie de la région de Basse-Saxe, qui ne peut bénéficier qu'aux seuls établissements bancaires. Toutefois, en contrepartie de son engagement de financement, Glencore International AG bénéficierait en second rang des mêmes garanties que le pool bancaire (notamment la fiducie sûreté de droit allemand).

Il serait en outre prévu (i) l'engagement de Recylex SA, si elle venait à en avoir la capacité, de se substituer à Glencore International AG dans l'engagement précité de financer tout dépassement du budget envisagé pour le nouveau four de réduction de Weser-Metall GmbH et le besoin éventuel de liquidités de ses filiales allemandes et (ii) l'élargissement du champ du nantissement dont bénéficie Glencore International AG depuis le 1^{er} octobre 2014 sur les titres de Recytech SA détenus par la Société (50%) au titre de la facilité de prêt de 16 millions octroyé à la Société, de telle manière que les engagements nouveaux souscrits par Glencore International AG vis-à-vis du Groupe bénéficient de cette sûreté, en second rang, de la même manière que les obligations de la Société vis-à-vis de Glencore International AG au titre de la « clause de retour à meilleure fortune » prévue par le plan de continuation de 2005 de la Société. En effet, Glencore International AG a accepté de suspendre, pendant toute la durée du financement qui serait mis en place, le nantissement de premier rang dont elle bénéficie sur les titres de Recylex GmbH, en garantie de la bonne exécution par la Société de ses obligations au titre de la « clause de retour à meilleure fortune » dont bénéficie Glencore au titre du plan de continuation susvisé.

La mise en place de ce nouveau financement est primordiale pour permettre au périmètre allemand du Groupe de refinancer ses lignes de crédit existantes, financer son besoin en fonds de roulement et l'investissement majeur de Weser-Metall GmbH à Nordenham qui est clé pour restaurer la rentabilité de l'activité plomb. Les conséquences d'un éventuel défaut de mise en place de ce financement seraient très graves pour les filiales allemandes et donc pour l'ensemble du Groupe compte tenu des liens étroits entre les filiales allemandes d'une part et entre la Société et sa filiale Weser-Metall GmbH, d'autre part (voir note 32 des Annexes aux comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2015).

- Structuration du projet de refinancement

Il est rappelé que la Société détient à ce jour 100% des titres de Recylex GmbH, entité holding de l'ensemble du sous-groupe allemand, qui comprend notamment les filiales allemandes Weser-Metall GmbH et Harz-Metall GmbH.

La première étape de la mise en place de la structure de garantie (fiducie sûreté de droit allemand) demandée par le pool bancaire et la région allemande de Basse-Saxe, consistera en l'apport par la Société à deux entités allemandes nouvellement créées (détenues à 100% par la Société) de 100% des titres de Recylex GmbH. Ainsi, l'ensemble des parties à la structure de garantie seraient des entités de droit allemand.

La mise en place de la structure de garantie donnerait lieu au transfert :

- (i) par les entités allemandes nouvellement créées, en qualité de constituants, de la propriété juridique de 100 % des actions de Recylex GmbH, et
- (ii) par Recylex GmbH de la propriété juridique de 100 % des actions de Weser-Metall GmbH et de Harz-Metall GmbH,

à deux structures fiduciaires (Trustee) ad hoc dans le cadre d'un accord de fiducie (Trust), étant précisé que la propriété économique des titres de ces entités resterait détenue par les entités du groupe Recylex, qui continueront à exercer et bénéficier de leurs droits d'actionnaires tant que les emprunteurs ne seront pas en défaut au titre de leurs obligations résultant du contrat de prêt.

Comme indiqué ci-avant, la finalité du dispositif de fiducie sûreté de droit allemand serait de garantir la bonne exécution de la mise en œuvre des investissements nécessaires pour construire le nouveau four de réduction envisagé par la filiale Weser-Metall GmbH et des obligations prévues dans le cadre du prêt.

Le fiduciaire (Trustee) aurait pour mission de s'assurer que les sociétés Recylex GmbH, Weser-Metall GmbH et Harz-Metall GmbH sont gérées de façon compatible avec les engagements souscrits par les sociétés du groupe Recylex dans le cadre du financement.

Après remboursement complet du prêt octroyé par le pool bancaire et le cas échéant par Glencore International AG, il serait mis fin au dispositif de fiducie et les titres seraient re-transférés aux membres du groupe Recylex.

Il est précisé que, d'un point de vue comptable, le dispositif ne serait pas déconsolidant dans la mesure où, compte tenu des droits conservés par les constituants, ceux-ci conserveront le contrôle, au sens de la réglementation comptable, des actifs transférés, tant que les emprunteurs ne seront pas en défaut au titre de leurs obligations résultant du contrat de prêt.

Les discussions se poursuivent avec l'ensemble des parties prenantes concernant ce projet de financement, qui inclut le refinancement d'une ligne de crédit existante de 3 millions d'euros, dont la banque prêteuse n'a pas vocation à participer au futur pool bancaire envisagé.

- Calendrier et prochaines étapes

La priorité du groupe Recylex est de conclure ce financement et de lever l'ensemble des conditions liées à ce projet de financement, en vue d'obtenir les fonds au cours du quatrième trimestre 2016.

• Situation de trésorerie de la société mère Recylex SA

La Société a établi une prévision de trésorerie pour les années 2016 et 2017 en fonction des informations dont elle dispose à ce jour et notamment les dépenses prévisionnelles liées à ses engagements dans le cadre de la réhabilitation de ses anciens sites miniers et de son site de L'Estaque.

Les impacts des opérations du périmètre allemand du Groupe sur la situation financière ainsi que le risque de la remise en cause éventuelle de la continuité d'exploitation de la société mère Recylex SA, tête du Groupe, sont décrits dans la note 32 « Risque de liquidité » des annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2015.

Pour rappel, en vue de faire face à ses besoins de trésorerie liés notamment à l'exécution de son plan de continuation et aux procédures judiciaires pour licenciement sans cause réelle et sérieuse initiées par d'anciens salariés de Metaleurop Nord SAS actuellement pendantes en appel, la Société avait, en 2013 et 2014 :

- obtenu l'accord de certains créanciers de son plan de continuation, dont la société Glencore International AG, de reporter au 24 novembre 2019 (soit au-delà de l'échéance de ce plan fixée en 2015) le remboursement du solde de leurs créances admises dans ce plan, pour un montant global d'environ 7,9 millions d'euros (avant élimination des créances intragroupe) (voir notes 18 et 32 des annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2015) ;
- conclu une facilité de prêt avec la société Glencore International AG pour un montant maximal de 16 millions d'euros. La Société avait ainsi tiré sur cette facilité un montant de 4,3 millions d'euros en novembre 2014 et 4,3 millions d'euros en novembre 2015 pour couvrir le paiement des deux dernières échéances de son plan de continuation, dont la bonne exécution a été entérinée par le Tribunal de Commerce de Paris le 15 décembre 2015 ;
- mis en place, avec Kepler Cheuvreux, une ligne de financement en fonds propres. La mise en place de cet instrument de financement optionnel vise à renforcer la couverture des besoins de trésorerie de l'activité courante de Recylex SA.

Par ailleurs, suite au report au 31 décembre 2018 de l'échéance des travaux de réhabilitation du site arrêté de l'Estaque, Recylex SA poursuit l'étude des solutions dédiées à la finalisation de ces travaux de réhabilitation et à la valorisation du site.

F. Description des principaux risques et incertitudes

Les principaux risques et incertitudes susceptibles d'impacter la situation financière du Groupe sont liés à :

- *Conditions de l'offre de financement visant à couvrir les besoins en fonds de roulement du périmètre allemand*

Le 6 juillet 2016, une offre conditionnelle de prêt pour les filiales allemandes du Groupe a été émise par un pool bancaire portant sur l'intégralité de l'enveloppe de financement recherchée.

Dans ce contexte, la priorité du groupe Recylex est de lever l'ensemble des conditions, dont l'obtention du permis d'exploitation modifié de Weser-Metall GmbH tenant compte du nouveau four de réduction, en vue d'obtenir les fonds au cours du quatrième trimestre 2016.

Même si aucun événement susceptible de remettre en cause la levée des conditions liées à ce financement n'est connu à ce jour, il est à noter qu'en l'absence de finalisation du financement envisagé avec une mise à disposition des fonds au cours du quatrième trimestre 2016, il en résulterait une incertitude sur le principe de continuité d'exploitation retenu pour l'établissement des comptes de l'exercice (voir Note 32 des annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2015).

- *Non respect des covenants du contrat de prêt conclu entre Recylex SA et Glencore International AG*

Il est à noter qu'un événement, tel que par exemple une évolution défavorable des procédures en cours à l'encontre de Recylex SA (voir paragraphe ci-dessous « Procédures judiciaires en cours concernant Recylex SA »), aggravant ou susceptible d'aggraver de manière significative la situation financière de la Société, pourrait entraîner une résiliation anticipée par le prêteur du contrat de prêt de 16 millions d'euros précité conformément aux clauses dudit contrat de prêt.

Les montants empruntés par la Société dans le cadre de ce prêt deviendraient dans ce cas immédiatement exigibles, ce qui pourrait avoir pour conséquence éventuelle de contraindre la Société à déclarer son état de cessation des paiements, hors cession d'actifs ou nouveaux financements (Cf. note 32 « Risque de liquidité » des annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2015).

- *Procédures judiciaires en cours initiées à l'encontre de Recylex SA*

Les procédures judiciaires en cours risquent en cas d'une issue défavorable définitive d'accroître considérablement le besoin de trésorerie de Recylex SA:

- Dans le cadre des demandes d'indemnisation formulées en 2010 par 192 anciens salariés de Metaleurop Nord pour licenciement sans cause réelle et sérieuse (montant global réclamé de 9,96 millions d'euros), 91 d'entre eux réclamant en outre des indemnités pour préjudice d'anxiété et manquement à une obligation de sécurité (5,6 millions d'euros) ;
- Entre 2013 et 2016, de nouvelles demandes d'indemnisations ont été formulées à l'encontre de Recylex SA devant le Conseil de Prud'hommes de Lens par 429 anciens salariés de Metaleurop Nord SAS notamment pour préjudice d'anxiété et/ou manquement à une obligation de sécurité. Le montant total réclamé dans le cadre de ces procédures s'élève au 30 juin 2016 à environ 23 millions d'euros, provisionné en partie dans les comptes de la Société, qui conteste tant la recevabilité que le fond de ces demandes;
- Durant l'année 2014, la Société a reçu 16 demandes d'indemnisation d'anciens salariés protégés pour préjudice lié à l'annulation de l'autorisation de leur licenciement et licenciement sans cause réelle et sérieuse. Douze d'entre eux réclamaient par ailleurs des indemnités pour préjudice d'anxiété et/ou manquement à une obligation de sécurité. Le montant global réclamé s'élevait à environ 2,7 millions d'euros. Le 2 décembre 2015, le Conseil de Prud'hommes de Lens a décidé de radier les demandes de 15 anciens salariés et de renvoyer la demande d'un ancien salarié cadre actuellement fixée à son audience du 7 février 2017. La réinscription de 11 demandes d'indemnisation, pour un montant global d'environ 2 millions d'euros (non provisionné dans les comptes de la Société), a depuis été sollicitée.
- Le 24 juin 2015, Recylex SA et ses filiales achetant des batteries au plomb usagées ont reçu une communication des griefs par la Direction Générale de la Concurrence de la Commission européenne. Le Groupe a répondu à la communication des griefs de la Commission européenne dans le délai imparti. Au cours du premier semestre 2016, la Société et ses filiales concernées par cette procédure ont reçu des demandes d'informations complémentaires de la Commission européenne auxquelles elles ont répondu dans les délais impartis.

Pour rappel, le montant du prêt de 16 millions d'euros précité ne couvre ni les besoins de trésorerie qui pourraient naître de ces dernières procédures judiciaires, ni les besoins de trésorerie nécessaires à la finalisation des travaux de réhabilitation du site de l'Estaque, qui font l'objet d'une recherche dédiée.

Dans l'hypothèse où l'une des procédures précitées aboutirait de façon défavorable en impliquant une condamnation financière de Recylex SA, la situation de trésorerie prévisionnelle de Recylex SA ne lui permettrait pas de couvrir ces besoins prévisionnels. Hors cession d'actifs ou financements complémentaires, Recylex SA devrait dans ce cas déclarer son état de cessation des paiements.

- *Evolution des conditions de marché sur la période de prévision notamment concernant les cours du plomb et du zinc ainsi que le prix des batteries usagées*

L'évolution négative de l'un de ces paramètres ainsi qu'une appréciation continue de l'euro par rapport au dollar pourrait empêcher une évolution prévisionnelle positive de l'EBITDA et du cash flow des activités.

Le périmètre allemand du Groupe pourrait être impacté négativement par une telle évolution. Une évolution négative de la situation financière du périmètre allemand impacterait directement la situation financière de Recylex SA, cette dernière étant directement liée opérationnellement à Weser-Metall GmbH, la fonderie de plomb du Groupe, qui constitue son unique client.

Pour consulter les impacts des opérations du périmètre allemand sur la situation financière de la société mère Recylex SA, tête du Groupe voir la *Note 32 « Risque de liquidité »* aux comptes consolidés au 31 décembre 2015.

NOTE 2: METHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

En application du règlement n°1126/2008 du Conseil européen adopté le 3 novembre 2008, le Groupe Recylex a établi ses comptes consolidés conformément aux normes internationales d'information financière ou « International Financial Reporting Standards » (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union européenne à la date de préparation des états financiers.

Les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2016 sont établis conformément à la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. S'agissant de comptes condensés, ils n'intègrent pas toutes les informations et notes annexes requises pour l'établissement des états financiers annuels, et à ce titre ils doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés du Groupe Recylex au 31 décembre 2015.

Les comptes semestriels ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation. Toutefois la Note 1 paragraphe F des présentes annexes aux comptes consolidés condensés au 30 juin 2016 et la Note 32 des comptes consolidés au 31 décembre 2015 informent sur les incertitudes liées à l'issue des procédures judiciaires et à l'issue de la recherche de financement en cours concernant les besoins de trésorerie prévisionnels du périmètre allemand, qui pourraient, en cas d'issue défavorable, remettre en cause la continuité d'exploitation.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 34, il n'est procédé dans les comptes consolidés semestriels à l'anticipation ou au différé de coûts encourus par le Groupe que pour autant qu'une telle régularisation serait faite s'il s'agissait d'une clôture annuelle. En conséquence, le niveau des coûts et des produits rattachés à la période de l'année au cours de laquelle ils sont nés, peut différer d'un semestre à l'autre. Un phénomène de saisonnalité existe notamment lors des mois d'été lié à l'interruption pour maintenance durant quelques semaines dans les usines.

En l'absence de changement significatif dans les plans et dans les effectifs bénéficiaires, les engagements envers les salariés au titre des avantages postérieurs à l'emploi, ne sont pas recalculés pour la situation intermédiaire mais comptabilisés sur la base d'un prorata des projections faites en début de période. Seule la réévaluation de la dette actuarielle a été effectuée afin de tenir compte de la baisse des taux d'actualisation au 30 juin 2016.

A l'exception des points décrits ci-dessous, les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS, les IAS (International Accounting Standards), et leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

L'ensemble des textes adoptés par l'Union européenne est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm

2.1. Nouvelles normes

Les normes suivantes sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2016 et n'ont pas d'impact significatif sur l'information financière présentée :

- les amendements à IAS 19 – Avantages du personnel portant sur les « Cotisations des membres du personnel » ;
- les amendements à IAS 16 et IAS 38 – immobilisations corporelles et incorporelles apportant certaines précisions sur « les modes d'amortissement acceptables ».

Les nouvelles normes, amendements à des normes existantes et interprétations suivantes ont été publiées mais ne sont pas applicables au 30 juin 2016 et n'ont pas été adoptées par anticipation :

- les amendements IAS 7 – Initiatives concernant les informations à fournir ;
- les amendements IAS 12 – Comptabilisation d'impôts différés actifs au titre de pertes non réalisées ;
- les amendements IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 – Application des exceptions de consolidation ;
- IFRS 9 – Instruments financiers ;
- IFRS15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec des clients ;
- IFRS16 – Contrats de location.

2.2. Estimations

La préparation des états financiers consolidés semestriels condensés nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés semestriels condensés, à l'exception des points décrits ci-dessous, les jugements significatifs exercés par la direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont identiques à ceux ayant affecté les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015 et ont été réalisés dans un contexte de forte volatilité des cours du plomb, du zinc et de la parité €/\$. Les conditions de marché incertaines sur ces valeurs créent des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables. Ces conditions, qui prévalaient déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2015 sont décrites dans la Note 1.

Au cours des six mois écoulés au 30 juin 2016, la direction a notamment réexaminé ses estimations concernant :

- Les provisions pour charges et engagements de retraite (taux d'actualisation) (voir état du résultat global).

NOTE 3: PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation du premier semestre 2016 n'a pas évolué par rapport au 31 décembre 2015.

NOTE 4: SEGMENTS OPERATIONNELS

Informations par secteur d'activité

La Direction du Groupe a défini les secteurs d'activité sur la base des reportings qu'elle examine régulièrement en vue de prendre des décisions en matière d'allocation de ressource aux secteurs et d'évaluation de leur performance.

Le Groupe est géré en cinq segments principaux :

- Le segment « **Plomb** » qui regroupe les activités de cassage de batteries en France (Recylex) et en Allemagne (Harz-Metall GmbH) ainsi que les activités de fonderie de première fusion (usine de Weser-Metall GmbH en Allemagne) et de deuxième fusion (usine de FMM SA en Belgique activité arrêtée en 2013),
- Le segment « **Zinc** » qui regroupe les activités de recyclage des poussières d'aciéries (production d'oxydes Waelz par les usines de Harz-Metall GmbH en Allemagne et de Recytech SA en France) et l'activité de recyclage des déchets zincifères (production d'oxydes de zinc par la société Norzinco GmbH en Allemagne),
- Le segment « **Métaux spéciaux** » qui regroupe les activités de fabrication sur mesure de métaux de très haute pureté de la société PPM Pure Metals GmbH,
- Le segment « **Plastique** » qui regroupe les activités des entités C2P SAS en France et C2P GmbH en Allemagne (recyclage des matières plastiques),
- Le secteur « **Autres activités** » qui inclut l'activité de Recylex SA, tête de Groupe, les activités des autres entités commerciales et administratives du Groupe ainsi que les activités liées à la réhabilitation des anciens sites industriels et miniers en France et en Allemagne.

Indicateurs de performance

Les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par la Direction pour l'évaluation de la performance des différents secteurs.

Les indicateurs de performance financière de référence sont le Résultat opérationnel courant (ROC) et l'**EBITDA** (Résultat opérationnel courant (ROC) avant dotations et reprises aux amortissements, provisions et pertes de valeur).

Pour évaluer la performance de son secteur opérationnel « **Plomb** », le Groupe utilise dans son reporting interne la méthode « **LIFO** » («**dernier entré – premier sorti**») comme méthode d'évaluation des stocks pour sa principale fonderie en Allemagne (usine de Nordenham). Le groupe Recylex dispose dans cette usine d'un stock de plomb, sous forme de matières premières, de produits intermédiaires et de produits finis. Ce stock est indispensable au bon fonctionnement de l'usine; il est relativement stable en volume et se renouvelle constamment. Le fait de mesurer le stock précité de l'usine de Nordenham selon la méthode du prix moyen

pondéré (PMP)² introduit une composante économique qui – due à la forte volatilité des cours du plomb – peut rendre difficile l'appréciation de la performance de l'usine et, par voie de conséquence, du secteur opérationnel « Plomb » du Groupe.

Pour cette raison, le groupe Recylex analyse dans son reporting interne la performance de son secteur opérationnel « Plomb » en utilisant la méthode LIFO pour l'évaluation des stocks de sa fonderie à Nordenham tout en rapprochant ces données avec les comptes établis conformément aux normes IFRS (utilisation de la méthode du prix moyen pondéré (PMP)).

Par ailleurs, le Groupe a décidé de présenter l'information sectorielle du Zinc en ce qui concerne les informations du compte de résultat conformément aux données analysées dans le reporting interne par secteur en maintenant la méthode de l'intégration proportionnelle pour consolider sa participation dans Recytech SA. Les informations sectorielles bilanciellles sont présentées en tenant compte des changements prévus par IFRS 10 et 11.

Les tableaux suivants présentent, d'une part, pour chaque secteur opérationnel du Groupe, les produits des activités ordinaires, **le résultat opérationnel courant** et **l'EBITDA** retraités de l'impact d'IFRS 10,11 tout en appliquant la méthode LIFO de valorisation des stocks et, d'autre part, **le résultat opérationnel courant et l'EBITDA** selon le référentiel IFRS (Résultat opérationnel courant (ROC)).

Chacune des colonnes du tableau ci-après reprend les chiffres propres de chaque secteur, compris comme une entité indépendante. La colonne « Eliminations » regroupe les éliminations des opérations internes au Groupe permettant de réconcilier les données sectorielles avec les états financiers du Groupe.

Toutes les relations commerciales inter-activités sont établies sur une base de marché, à des termes et conditions identiques à ceux qui prévalent pour des fournitures de biens et services à des clients extérieurs au Groupe.

² La norme IAS 2 impose la valorisation du stock selon la méthode du prix moyen pondéré (PMP) ou selon la méthode premier entré, premier sorti (FIFO).

Période close le 30 juin 2016 :

	<i>Plomb</i>	<i>Zinc</i>	<i>Métaux Spéciaux</i>	<i>Plastique</i>	<i>Autres activités</i>	<i>Elimina- tions</i>	<i>Total</i>
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Ventes à des clients externes.....	119 152	32 316	7 991	8 342	26	-	167 827
Ventes inter-secteurs.....	2 058	234	50	872	-	(3 214)	-
Produits des activités ordinaires (IFRS)	121 210	32 550	8 041	9 214	26	(3 214)	167 827
Retraitement de l'application IFRS 10,11		7 592					7 592
Produits des activités ordinaires retraités IFRS 10,11	121 210	40 143	8 041	9 214	29	(3 214)	175 419
EBITDA (IFRS)	(1 506)	2 816	190	389	(2 010)		(121)
Retraitement de l'application d'IFRS 10,11		3 546					3 546
Retraitement PMP-> LIFO.....	232						232
EBITDA retraité LIFO et IFRS 10,11	(1 274)	6 362	190	389	(2 010)		3 658
Amortissements, provisions, pertes de valeur (LIFO)	(2 647)	(339)	5	(177)	15		(3 143)
Retraitement de l'application d'IFRS 10,11		(423)					(423)
Résultat opérationnel courant (ROC) retraité (LIFO et IFRS 10,11)	(3 921)	5 600	195	212	(1 995)		92
Retraitement LIFO -> PMP.....	(191)						(191)
Retraitement de l'application d'IFRS 10,11		(3 124)					(3 124)
Résultat opérationnel courant (ROC) (IFRS)	(4 112)	2 477	195	212	(1 995)		(3 223)
Autres produits/charges opérationnels.	(70)			(22)	(1 187)		(1 279)
Résultat financier.....	(1 045)	(183)	(14)	(13)	(461)		(1 714)
Produit/(Charge) d'impôt sur le résultat.....	54	(53)	(4)	(88)	78		(13)
Quote-part dans le résultat des sociétés mise en équivalence.....		1 976					1 976
Résultat net de l'exercice (IFRS)	(5 172)	4 218	178	89	(3 565)		(4 253)

	Plomb	Zinc	Métaux Spéciaux	Plastique	Autres activités	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Immobilisations incorporelles	52	2	689			743
Immobilisations corporelles	22 230	11 000	1 969	2 935	2 728	40 862
Stocks ³	13 848	8 904	10 359	2 033		35 144
Clients	13 637	4 545	1 866	2 592	17	22 657
Total actifs sectoriels	49 767	24 451	14 883	7 560	2 745	99 406
Provision et retraites	23 450	4 552	3 890	133	48 530	80 555
Fournisseurs et comptes rattachés	23 582	3 377	1 087	1 176	1 342	30 564
Autres passifs courant.....	4 300	1 969	904	544	2 399	10 116
Total Passifs sectoriels	51 332	9 898	5 881	1 853	52 271	121 235
Investissements corporelles.....	1 153	1 000	198	60	10	2 421
Investissements incorporelles	1					1
Investissements	1 154	1 000	198	60	10	2 422
Immobilisations corporelles	(2 603)	(790)	(41)	(184)	(57)	(3 675)
Immobilisations incorporelles	(21)	(1)	(22)	(1)		(45)
Autres produits et charges sans contrepartie en trésorerie	107	460	81	(16)	370	1 002
Dotation aux amortissements et provisions	(2 517)	(331)	18	(201)	313	(2 718)

³ Les stocks dans le secteur « Plomb » évalués selon la méthode LIFO s'élèvent à 13 951 milliers d'euros au 30 juin 2016

Période close le 30 juin 2015 :

	<i>Plomb</i>	<i>Zinc</i>	<i>Métaux Spéciaux</i>	<i>Plastique</i>	<i>Autres activités</i>	<i>Elimina- tions</i>	<i>Total</i>
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Ventes à des clients externes.....	140 452	36 850	11 296	9 537			198 135
Ventes inter-secteurs.....	2 486	641	50	862		(4 039)	0
Produits des activités ordinaires (IFRS)	142 938	37 491	11 346	10 399		(4 039)	198 135
Retraitement de l'application IFRS 10,11		8 791					8 791
Produits des activités ordinaires retraités IFRS 10,11	142 938	46 282	11 346	10 399		(4 039)	206 926
EBITDA (IFRS)	(3 427)	3 173	(590)	282	(2 201)		(2 763)
Retraitement de l'application d'IFRS 10,11		4 839					4 839
Retraitement PMP-> LIFO.....	2 405						2 405
EBITDA retraité LIFO et IFRS 10,11	(1 022)	8 012	(590)	282	(2 201)		4 481
Amortissements, provisions, pertes de valeur (LIFO)	(2 772)	(1 687)	(220)	(187)	120		(4 746)
Retraitement de l'application d'IFRS 10,11		(435)					(435)
Résultat opérationnel courant (ROC) retraité (LIFO et IFRS 10,11)	(3 794)	5 889	(810)	95	(2 081)		(700)
Retraitement LIFO -> PMP.....	(2 309)						(2 309)
Retraitement de l'application d'IFRS 10,11		(4 404)					(4 404)
Résultat opérationnel courant (ROC) (IFRS)	(6 103)	1 486	(810)	95	(2 081)		(7 413)
Autres produits/charges opérationnels.	(94)	8		(22)	(3 688)		(3 796)
Résultat financier.....	(50)	(114)	(9)	(19)	(835)		(1 027)
Produit/(Charge) d'impôt sur le résultat.....	791	(122)	129	(71)	16		744
Quote-part dans le résultat des sociétés mise en équivalence.....	(89)	2 767					2 678
Résultat net de l'exercice (IFRS)	(5 545)	4 025	(690)	(16)	(6 587)		(8 814)

	Plomb	Zinc	Métaux Spéciaux	Plastique	Autres activités	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Immobilisations incorporelles	74	4	733	1	0	813
Immobilisations corporelles	28 256	14 840	4 186	3 244	2 828	53 355
Stocks ⁴	21 251	6 676	9 390	2 138	0	39 455
Clients	15 101	4 199	2 370	2 718	6	24 393
Total actifs sectoriels	64 682	25 720	16 679	8 101	2 834	118 016
Provision et retraites	22 583	4 042	3 748	202	46 350	76 925
Fournisseurs et comptes rattachés ...	16 592	3 687	1 591	1 121	1 003	23 995
Autres passifs courant.....	3 532	2 256	805	499	5 997	13 088
Total Passifs sectoriels	42 708	9 985	6 144	1 822	53 350	114 008
Investissements corporelles.....	1 216	590	35	84	2	1 926
Investissements incorporelles	32	2	0	0	0	34
Investissements	1 248	592	35	84	2	1 960
Immobilisations corporelles.....	(2 652)	(1 227)	(328)	(192)	(55)	(4 454)
Immobilisations incorporelles	(21)	(4)	(22)	(1)	0	(47)
Autres produits et charges sans contrepartie en trésorerie	193	(401)	129	(24)	(3 183)	(3 287)
Dotation aux amortissements et provisions	(2 480)	(1 632)	(221)	(217)	(3 238)	(7 789)

⁴ Les stocks dans le secteur « Plomb » évalués selon la méthode LIFO s'élèvent à 21 177 milliers d'euros au 30 juin 2015

Zones géographiques

Les postes ci-dessous sont ventilés : pour le chiffre d'affaires, par zone de commercialisation à la clientèle et pour les investissements et les actifs, par pays d'implantation des sociétés consolidées.

Conformément à la norme IFRS 8, les actifs non courants à présenter par zone géographique sont les actifs non courants autres que les instruments financiers, les actifs d'impôts différés et les excédents versés sur engagements de retraite.

Période close le 30 juin 2016

	<i>Europe de l'Ouest</i>	<i>Autres pays d'Europe</i>	<i>Amérique</i>	<i>Reste du monde</i>	<i>Total</i>
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Produits des activités ordinaires	139 394	25 105	514	2 814	167 827

	<i>France</i>	<i>Allemagne</i>	<i>Belgique</i>	<i>Total</i>
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Investissements corporels.....	226	2 196		2 422
Investissements incorporels.....				
Investissements	226	2 196		2 422

Période close le 30 juin 2015

	<i>Europe de l'Ouest</i>	<i>Autres pays d'Europe</i>	<i>Amérique</i>	<i>Reste du monde</i>	<i>Total</i>
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Produits des activités ordinaires	166 801	26 412	1 045	3 877	198 135

	<i>France</i>	<i>Allemagne</i>	<i>Belgique</i>	<i>Total</i>
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Investissements corporels.....	192	1 734		1 926
Investissements incorporels.....	4	30		34
Investissements	196	1 764		1 960

Structure du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires dans le secteur « Plomb » est réalisé avec un nombre limité de clients. Ainsi, au 1^{er} semestre 2016, le groupe a réalisé 67% de son chiffre d'affaires total consolidé avec 3 clients (au 1^{er} semestre 2015, le groupe avait réalisé 65% de son chiffre d'affaires total consolidé avec 4 clients). Le Groupe a réalisé avec deux de ces 10 clients plus de 58% de son chiffre d'affaires total au 30 juin 2016.

Le chiffre d'affaires dans les autres secteurs opérationnels, notamment le « Zinc » où la clientèle est atomisée est réalisé avec un grand nombre de clients.

NOTE 5: INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Note 5.1. Charges externes

Les charges externes se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Sous-traitance générale.....	(5 291)	(5 247)
Entretien et réparations (1)	(3 036)	(5 566)
Primes d'assurance	(756)	(725)
Transports de biens et transports collectifs (2)	(5 843)	(6 772)
Crédit-bail, locations et charges locatives.....	(1 065)	(1 172)
Honoraires et charges de personnel extérieur à l'entreprise.....	(1 229)	(1 379)
Déplacements, missions et réceptions	(198)	(248)
Autres charges externes.....	(1 344)	(979)
Total charges externes.....	(18 762)	(22 088)

(1) La baisse des charges d'entretien et réparations est principalement liée à l'absence d'arrêts programmés pour maintenance de la fonderie de plomb de Nordenham et du four chez HMG Zinc.

(2) La baisse des coûts de transport est essentiellement liée à la baisse des volumes vendus.

Note 5.2. Amortissements et pertes de valeur

Les amortissements et les pertes de valeurs au titre des périodes closes les 30 juin 2016 et 2015 se répartissent comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Amortissements des immobilisations corporelles	(3 675)	(4 454)
Amortissements des immobilisations incorporelles.....	(45)	(47)
Provisions et pertes de valeur (3).....	618	(148)
Total amortissements et pertes de valeur	(3 102)	(4 649)

(3) La variation des provisions et pertes de valeur est principalement due à la reprise de provisions sur stock de zinc liée à la hausse des cours du zinc au 30 juin 2016 par rapport au 31 décembre 2015.

Note 5.3. Autres produits et charges opérationnels

Ils incluent les produits et charges non usuels par leur fréquence, leur nature ou leur montant.

(en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Produit de cession d'actifs.....		
Provision environnementale.....	(88)	(55)
Charges dédiées à la réhabilitation d'anciens sites	-	(16)
Dotation/Reprise de provision litige prud'hommes ⁽²⁾		(3 500)
Frais engagés dans la recherche de financement ⁽¹⁾	(1 110)	
Restructuration interne	11	(143)
Autres charges et produits.....	(92)	(82)
Total autres produits et charges opérationnels non courants	(1 279)	(3 796)

(1) Les frais engagés de façon exceptionnelle pour 1,1 million d'euros dans le cadre de la recherche de financement visent à couvrir les besoins en fonds de roulement des entités allemandes et les investissements prévisionnels stratégiques pour pérenniser l'activité industrielle des entités allemandes.

(2) Le 21 juillet 2015, la Cour administrative d'appel de Douai avait confirmé l'inscription du site de Metaleurop Nord SAS à Noyelles-Godault sur la liste des établissements ouvrant droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (« ACAATA ») pour la période du 1er janvier 1962 au 31 décembre 1989. Suite à cette décision administrative et compte tenu des demandes d'indemnisation pour préjudice d'anxiété et bouleversement dans les conditions d'existence formulées par 455 anciens salariés de Metaleurop Nord SAS (au 30 juin 2015), il avait été constitué une provision pour risques à hauteur de 3,5 millions d'euros dans les comptes de Recylex au 30 juin 2015. Voir note 1.D pour le suivi de la provision.

Note 5.4. Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net se décompose comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	30 juin 2015
Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie	10	14
Intérêts sur emprunts bancaires et non bancaires, découverts bancaires.....	(1 851)	(1 061)
Coût de l'endettement financier net.....	(1 841)	(1 047)

Note 5.5. Autres produits et charges financiers

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	30 juin 2015
Revenus des autres créances et VMP	-	-
Pertes et gains nets de change	255	174
Effet de l'actualisation des provisions et des dettes	(193)	(601)
Coûts d'affacturage	(476)	(378)
Autres produits et charges financiers	540	824
Autres produits et charges financiers	126	19

La charge financière concernant l'actualisation des provisions et des dettes est due principalement à la baisse des taux d'actualisation au 30 juin 2016.

Les autres produits et charges financiers correspondent principalement au gain latent des instruments financiers non qualifiés d'instruments de couverture au 30 juin 2016 tel que définis par IAS 39 (Note 6.12).

Note 5.6. Charge d'impôt

La charge d'impôt pour les périodes closes les 30 juin 2016 et 30 juin 2015 est principalement composée de :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	30 juin 2015
Charge d'impôt exigible.....	4	(402)
Produit / (Charge) d'impôt exigible	4	(402)
Afférents à la naissance et au renversement des différences temporelles	(17)	1 146
Afférents aux déficits fiscaux reportables.....	-	-
Produit / (Charge) d'impôt différé	(17)	1 146
Produit / (Charge) d'impôt consolidé	(13)	744

Rapprochement entre la charge d'impôt réelle et la charge d'impôt théorique

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	30 juin 2015
Résultat net avant impôt	(6 216)	(12 236)
Taux d'imposition du groupe	33,33%	33,33%
Charge d'impôt théorique	2 072	4 078
Augmentation et réduction de la charge d'impôt résultant de :		
- Consommation et non activation des déficits fiscaux de la période	(2 073)	(1 513)
- Différence de taux.....	(161)	(260)
- Limitation des impôts différés	223	(1 482)
- Autres différences permanentes	(74)	(80)
Charge réelle d'impôt	(13)	744

Actifs et passifs d'impôts différés

	30 juin 2016	31 déc. 2015
(en milliers d'euros)		
<i>Impôts différés actifs</i>		
Provisions fiscalement réintégrées	-	-
Provision complémentaire pour avantages aux personnels	6 912	6 010
Provision complémentaire pour dépréciation des immobilisations	-	-
Actualisation des provisions et des dettes	578	576
Instruments de couverture	-	-
Autres différences temporelles	422	391
Pertes reportables sur des bénéfices fiscaux futurs	-	-
Compensation des actifs et passifs d'impôts différés sur une même entité fiscale	(2 180)	(2 343)
Total	5 732	4 634
<i>Impôts différés passifs</i>		
Retraitement des durées d'amortissements des immobilisations	(1 670)	(1 867)
Changement de méthode de valorisation des stocks des structures allemandes	(170)	(182)
Actualisation des provisions et des dettes	-	-
Instruments de couverture	-	-
Autres différences temporelles	(340)	(294)
Compensation des actifs et passifs d'impôts différés sur une même entité fiscale	2 180	2 343
Total	-	-
Position nette d'impôts différés	5 732	4 634

La variation de la position nette d'impôts différés est principalement due à l'augmentation des impôts différés relatifs à la provision retraite suite au changement du taux d'actualisation (voir état du résultat global).

Note 5.7. Résultat par action

Sont présentées, ci-dessous, les informations sur les résultats et les actions ayant servi au calcul des résultats de base et dilué par action pour l'ensemble des activités.

Résultat par action pour l'ensemble des activités

	30 juin 2016	30 juin 2015
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux ordinaires de l'entité mère	(4 253)	(8 814)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat de base par action	24 087 043	24 087 043
Résultat net en euros par action	(0,18)	(0,37)

	30 juin 2016	30 juin 2015
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux ordinaires de l'entité mère	(4 253)	(8 814)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat de base par action	24 087 043	24 087 043
Effet de la dilution :		
Options de souscription d'actions (à effet dilutif)	455 765	500 000
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires ajusté pour le résultat dilué par action	24 542 808	24 587 043
Résultat net dilué en euros par action	(0,17)	(0,36)

NOTE 6 : INFORMATIONS SUR LA SITUATION FINANCIERE

Note 6.1. Immobilisations incorporelles, corporelles et goodwill

a) Immobilisations incorporelles, corporelles et goodwill au 30 juin 2016 et 31 décembre 2015

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeurs brutes	Amortis- sements	Pertes de valeur	Valeurs nettes 30/06/2016	Valeurs nettes 31/12/2015
Immobilisations incorporelles					
Goodwill	-	-	-	-	-
Concessions, brevets, licences, etc.	8 329	(7 586)	-	743	787
Autres immobilisations incorporelles.....	-	-	-	-	-
Total immobilisations incorporelles	8 329	(7 586)	-	743	787
Immobilisations corporelles					
Terrains	5 035	(435)	-	4 600	4 629
Constructions.....	112 092	(94 591)	(4 508)	12 993	13 693
Installations matériel et outillage.....	211 939	(175 992)	(20 919)	15 028	16 912
Immobilisations en cours	6 247	(454)	-	5 793	4 268
Autres	24 349	(21 398)	(503)	2 448	2 677
Total immobilisations corporelles.....	359 662	(292 870)	(25 930)	40 862	42 179
Total immobilisations incorporelles et corporelles	367 991	(300 456)	(25 930)	41 605	42 966

- b) Variation des immobilisations incorporelles, corporelles et goodwill entre le 1^{er} janvier 2016 et le 30 juin 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Valeurs nettes</i>
Au 31 décembre 2015 valeur nette comptable après amortissement et perte de valeur retraité	42 966
Investissements	2 422
Amortissements de l'exercice	(3 743)
Cessions	(40)
Pertes de valeur (reprise)	-
Au 30 juin 2016 valeur nette comptable après amortissement et perte de valeur	41 605

Note 6.2. Tests de dépréciation

Au 30 juin 2016, en l'absence d'indice de perte de valeur complémentaire par rapport au 31 décembre 2015, le Groupe n'a pas estimé nécessaire d'effectuer des tests de dépréciation. Les tests de dépréciation sont effectués sur une base annuelle au 31 décembre de chaque exercice.

Au 31 décembre 2015, le montant des pertes de valeurs relatives à des actifs corporels industriels du Groupe s'élevait à 25,9 millions d'euros. Elles concernent l'UGT Weser-Metall GmbH pour 8,2 millions d'euros, l'UGT PPM Pure Metals GmbH pour 5,1 millions d'euros, l'UGT C2P GmbH pour 2,6 millions d'euros, l'UGT FMM pour 1,3 millions d'euros, l'UGT Recylex SA, Plomb pour 4,0 millions d'euros et l'UGT Norzinco GmbH pour 4,7 millions d'euros.

Note 6.3. Autres actifs financiers à long terme

Les autres actifs financiers à long terme de 2 653 milliers d'euros correspondent principalement aux fonds initialement reçus par la société Harz-Metall GmbH à hauteur de 5 millions d'euros suite à l'accord transactionnel conclu avec TUI AG en 2009. Ces fonds sont dédiés à la réhabilitation future de certains sites du Groupe en Allemagne dont les coûts font objet d'une provision pour charges.

Note 6.4. Stocks

Les stocks détenus par le Groupe s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>30 juin 2016</i>	<i>31 décembre 2015</i>
Matières premières	17 364	13 956
Encours de biens	11 227	14 334
Produits intermédiaires et finis	7 448	6 848
Sous-total	36 039	35 138
Provision pour perte de valeur	(895)	(1 460)
Valeur nette des stocks et encours	35 144	33 678

La diminution des provisions pour perte de valeur au 30 juin 2016 par rapport au 31 décembre 2015 est principalement expliquée par la remontée du cours du zinc au 30 juin 2016 par rapport au 31 décembre 2015 (+29%).

Note 6.5. Clients et comptes rattachés

Les créances clients et comptes rattachés du Groupe s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	31 décembre 2015
Créances clients et comptes rattachés.....	26 519	23 019
Moins : Provision pour dépréciation	(3 862)	(3 934)
Valeur nette des créances clients et comptes rattachés	22 657	19 085

Les créances clients ne portent pas intérêt et sont en général payables de 0 à 60 jours.

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des créances clients correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur. Au 30 juin 2016, seules les créances mobilisées et non échues à la clôture de l'exercice correspondant à des contrats de factoring sans transfert de risque ont été maintenues en compte « clients » conformément à la norme IAS 39. Le montant décomptabilisé correspondant à des créances cédées dans le cadre de contrats avec transfert de risque est de 12 733 milliers d'euros (17 104 milliers d'euros au 31 décembre 2015).

Note 6.6. Autres actifs courants

Les autres actifs courants s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	31 décembre 2015
Avances, acomptes sur commande en cours	954	922
Créances sociales.....	280	42
Créances fiscales	2 427	2 138
Débiteurs divers	4 322	3 465
Charges constatées d'avance.....	547	199
Total des autres actifs courants	8 530	6 766

Note 6.7. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie du Groupe comprennent :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	31 décembre 2015
Comptes bancaires et caisses	4 127	3 837
Autres valeurs mobilières de placement	10	8
Trésorerie active brute au bilan.....	4 137	3 845
Concours bancaires courants	(9 110)	(8 838)
Total trésorerie nette au tableau des flux de trésorerie	(4 973)	(4 993)

Les concours bancaires courants concernent essentiellement Recylex GmbH qui a utilisé ses lignes de crédit pour le financement des activités allemandes.

Les autres valeurs mobilières de placement sont composées de parts de SICAV monétaires.

Les évolutions de la trésorerie nette sont décrites en note 1.E.

Au 30 juin 2016, le Groupe dispose de 1 089 milliers d'euros de lignes de crédit disponibles non utilisées pour lesquelles les conditions de tirage étaient satisfaites. Au 31 décembre 2015, les lignes de crédit non utilisées s'élevaient à 1 365 milliers d'euros.

Note 6.8. Capitaux propres

Capital social et primes d'émission

Au 30 juin 2016, le capital social est composé de 24 110 982 actions entièrement libérées d'une valeur nominale de 1,32 euros.

Au 30 juin 2016, la Société détient 23 939 actions propres, comme au 31 décembre 2015. Leur prix de revient moyen ressort à 6,81 euros. Les actions propres sont comptabilisées en déduction des capitaux propres.

Actions ordinaire émises et entièrement libérées	Nombre d'actions	Capital social (en milliers d'euros)	Primes d'émission (en milliers d'euros)
Au 1 ^{er} janvier 2016	24 110 982	31 827	869
Au 30 juin 2016.....	24 110 982	31 827	869

Options de souscription d'actions et actions gratuites

Options de souscription

Le Conseil d'administration de Recylex SA du 26 septembre 2008 a attribué des options de souscription d'actions à certains membres du Groupe, conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée générale du 28 juillet 2006.

Les options attribuées sont dénouables en actions (dénouement en instruments de capitaux propres au sens de la norme IFRS 2).

Les principales caractéristiques du plan d'options en vigueur au cours du premier semestre 2016 et susceptible de donner lieu à la création d'actions par suite de levées d'options sont les suivantes :

Date d'attribution par le Conseil d'administration	26/09/08
Nombre d'options attribuées	540 000
Prix de souscription	5,70 €
Acquisition des droits	4/5 ans*
Durée de vie des options.....	10 ans

* 50% des options octroyées ont été acquises à l'expiration d'une période d'acquisition de 4 ans à compter de la date du Conseil d'administration ayant octroyé ces options, soit le 26 septembre 2012, et 50% des options octroyées ont été acquises à l'expiration d'une période d'acquisition de 5 ans à compter de la date du Conseil d'administration ayant octroyé ces options, soit le 26 septembre 2013.

Les variations du nombre d'options en circulation au cours du premier semestre 2016 se décomposent comme suit :

Date d'attribution	Nombre d'options en circulation au 31/12/15	Nombre d'options réintégrées sur la période	Nombre d'options exercées sur la période	Nombre d'options caduques sur la période	Nombre d'options en circulation au 30/06/16	Prix d'exercice en €	Echéance du plan
26/09/08	490 000	-	-	35 000	455 000	5,70	26/09/2018
Total	490 000	-	-	35 000	455 000	5,70	

Le délai d'exercice des options de souscription d'actions octroyées est fixé à 10 ans à compter de la date de leur octroi par le conseil d'administration.

Actions gratuites

L'Assemblée générale du 22 mai 2015 a autorisé le Conseil d'administration à procéder à l'attribution gratuite d'actions au profit des salariés et mandataires sociaux de la Société et des sociétés qui lui sont liées.

Au cours du premier semestre 2016, la Société n'a pas mis en place de plan d'attribution gratuite d'actions dans le cadre de cette autorisation.

Note 6.9. Emprunts portant intérêt

Détail des emprunts

	30 juin 2016	31 décembre 2015
<i>Emprunts et dettes financières courantes (en milliers d'euros)</i>		
Part des emprunts à moins d'un an	10 450	10 182
Dettes de crédit-bail.....	302	361
Total	10 752	10 543
	30 juin 2016	31 décembre 2015
<i>Emprunts et dettes financières non courantes (en milliers d'euros)</i>		
Part des emprunts à plus d'un an	10 123	10 763
Dettes de crédit-bail.....	388	522
Total	10 511	11 285

Echéanciers de remboursement des emprunts non courants

(en milliers d'euros)	30 juin 2016		31 décembre 2015
	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	
Emprunts bancaires.....	10 123		10 763
Dettes de crédit-bail.....	388		522
Emprunts portant intérêts.....	10 511		11 285

Note 6.10. Provisions

Les provisions courantes et non-courantes s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Provisions environnem entales	Litiges	Restructu- rations	Autres	Total
Solde au 31/12/2015	24 865	14 709	559	528	40 661
Dotation de la période.....	20	-	1	-	21
Actualisations	193	-	-	-	193
Reprises – utilisations.....	(428)	-	(66)	(56)	(550)
Reprises – provisions non utilisées.....	-	-	-	(14)	(14)
Reclassements.....	-	-	(8)	(5)	(13)
Solde au 30/06/2016.....	24 650	14 709	486	453	(40 298)
Dont courant.....	4 759	10 439	354	148	15 700
Dont non courant.....	19 891	4 270	132	305	24 598

Conformément à l'IAS 37, ces provisions ont été actualisées.

L'utilisation des provisions environnementales concerne principalement la réhabilitation des anciennes mines en France.

L'effet d'actualisation de 193 milliers d'euros concernant les provisions environnementales provient essentiellement de l'effet du changement d'hypothèse du taux d'actualisation.

Les provisions pour avantages au personnel ne sont pas recalculées pour la situation intermédiaire mais comptabilisées pour la période sur la base des projections faites par les actuaires au 31 décembre 2015.

Le Groupe a réévalué sa dette actuarielle afin de tenir compte de la baisse des taux d'actualisation au 30 juin 2016. Les taux d'actualisation pour évaluer la dette au 30 juin 2016 s'élèvent à 1,29% (France et Allemagne) comparé à un taux de 2% retenu au 31 décembre 2015. La dette actuarielle a donc été augmentée de 3,9 millions d'euros.

La charge comptabilisée sur la période au titre du coût des services rendus et du coût d'intérêt s'élève à 0,6 millions d'euros.

Note 6.11. Autres passifs courants et non-courants

Autres passifs courants

Les autres passifs courants se décomposent de la manière suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	31 décembre 2015
Passifs rééchelonnés au titre du plan de continuation	-	-
Passifs fiscaux et sociaux	6 660	5 408
Passifs sur immobilisations	-	3
Autres passifs	3 366	2 363
Produits constatés d'avance	90	1
Juste valeur du risque sous-jacent couvert.....	-	-
Total	10 116	7 775

Autres passifs non courants

Les autres passifs non courants se décomposent de la manière suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	31 décembre 2015
Passifs rééchelonnés au titre du plan de continuation	5 050	5 050
Autres passifs financiers (clause de retour à meilleure fortune).....	6 270	6 270

Autres dettes d'exploitation	467	467
Total	11 787	11 787

Les autres dettes d'exploitation correspondent à des contributions futures au fond constitué lors de l'accord transactionnel conclu en 2009 avec le groupe TUI pour la réhabilitation de certains sites en Allemagne.

Passif rééchelonné non courant au titre du plan de continuation :

Nature du passif rééchelonné non courant (en milliers d'euros)	30 juin 2016	31 décembre 2015
Dette envers Glencore international SA.....	5 050	5 050
Impact de l'actualisation des flux de trésorerie		
Passif rééchelonné non courant au titre du plan de continuation après actualisation.....	5 050	5 050

Les abandons de créances consentis au bénéfice de Recylex SA dans le cadre du plan de continuation du 24 novembre 2005, d'un montant de 19,2 millions d'euros, sont assortis d'une clause de retour à meilleure fortune. Au 31 décembre 2015, la juste valeur de cette clause était de 6,3 millions d'euros, montant évalué au 31 décembre 2014 sur base d'un modèle multiscénario. Cette valeur n'a pas été réactualisée au 30 juin 2016.

Note 6.12. Autres instruments financiers

Au 30 juin 2016, le Groupe ne dispose pas d'instruments dérivés entrant dans une relation de couverture de juste valeur ou de couverture de flux de trésorerie.

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés afin de couvrir le risque transactionnel concernant la variation du prix du métal entre le moment où le prix de la matière première achetée est déterminé (période de cotation à l'entrée) et le moment où le prix de vente du produit fini est déterminé (période de cotation à la sortie).

Les normes IFRS ne permettant pas de qualifier ces instruments financiers comme instruments de couverture, ces instruments ont été classés dans la catégorie « Instruments financiers détenus à des fins de trading ».

Juste Valeur (en milliers d'euros)	30/06/2016		31/12/2015	
	Courant	Non courant	Total	Total
Autres instruments financiers (Actif - Passif)	564	-	564	(196)
Actif.....				
Instruments dérivés (couverture de juste valeur)	-	-	-	-
Juste valeur du risque sous-jacent couvert.....	-	-	-	-
Instruments dérivés (autres)	564	-	564	-
Passif				
Instruments dérivés (couverture de juste valeur) ...	-	-	-	-
Juste valeur du risque sous-jacent couvert.....	-	-	-	-
Instruments dérivés (autres)	-	-	-	196

La maturité de ces instruments financiers dérivés évalués à la juste valeur par résultat est la suivante :

(en milliers d'euros)	Valeur de marché des dérivés par date de maturité	Nominal
Exercice 2016 (couverture risques transactionnels) - Achat de Futurs	3 941	3 376
Total	3 941	3 376

NOTE 7: OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements sur contrats de location simple

Le Groupe a conclu des contrats de location sur certains véhicules à moteur, machines et locaux. Les loyers futurs minimaux payables au titre des contrats de location simple non résiliables sont les suivants :

(en milliers d'euros)	Au 30 juin 2016	A moins d'un an	A plus d'un an et moins de cinq ans	A plus de cinq ans
Paielements au titre des contrats de location simple	1 681	833	841	7

Engagements sur contrats de location financement

Le Groupe a des contrats de location financement qui sont traités conformément à IAS 17.

(en milliers d'euros)	Au 30 juin 2016	A moins d'un an	A plus d'un an et moins de cinq ans	A plus de cinq ans
Paielements au titre des contrats de location-financement	741	346	395	-

Engagements donnés

- Le nantissement des titres Recylex GmbH au profit des banques a été transféré à Glencore International AG suite au rachat par ce dernier des créances bancaires intervenu le 4 août 2005 ;
- La société FMM SA a donné une hypothèque sur des immeubles pour un montant de 0,8 million d'euros (entièrement remboursé en 2015) et un gage sur le fonds de commerce pour un montant de 0,3 million d'euros ;
- La société Recylex SA a donné une hypothèque en faveur de l'Agence de l'Eau concernant le terrain de l'Estaque et visant à garantir le remboursement d'une créance de 2,3 millions d'euros, entièrement remboursée en 2015 ;
- Les sociétés Harz-Metall GmbH, Weser-Metall GmbH, PPM Pure Metals GmbH, Norzinco GmbH et C2P GmbH sont également entrées dans un contrat de garantie conformément à l'article 328/1 du Code civil allemand pour garantir un prêt de Recylex GmbH à hauteur de 2,9 millions d'euros ainsi que sur la ligne de crédit utilisée à hauteur de 9,1 millions d'euros au 30 juin 2016 ;
- Les sociétés Harz-Metall GmbH, Weser-Metall GmbH, PPM Pure Metals GmbH, Norzinco GmbH et C2P GmbH ont donné en garantie la totalité de leurs stocks pour le contrat de prêt et la ligne de crédit mentionnés ci-dessus ;
- La société Weser-Metall GmbH a donné en garantie ses créances clients non cédées dans le cadre de contrat de factoring ainsi que ses immobilisations corporelles pour le contrat de prêt et la ligne de crédit mentionnés ci-dessus ;
- La société Recylex SA a nanti ses titres détenus dans Recytech SA au profit de Glencore International AG en vue de garantir le remboursement de la facilité de crédit de 16 millions d'euros lui ayant été octroyé ;
- Dans le cadre de l'obligation pour Recytech SA de constituer une garantie financière visant à couvrir la mise en sécurité de son installation et le traitement des déchets présents sur son site en cas de cessation d'activité, la société Recylex SA s'est engagée à reprendre, en cas de cessation d'activités de Recytech SA, la totalité des poussières d'aciéries se trouvant sur le site de cette dernière et de prendre à sa charge les coûts de transport et de traitement de ces poussières.

NOTE 8 : LITIGES ET PASSIFS EVENTUELS

En ce qui concerne les litiges en cours, voir Note 1 section D.

Le 24 juin 2015, une communication des griefs a été adressée par la Direction Générale de la Concurrence de la Commission européenne à Recylex SA et ses filiales achetant des batteries au plomb usagées.

Conformément à l'article 23 du Règlement (CE) n° 1/2003, le montant final d'une éventuelle amende ne pourra en tout état de cause pas excéder 10% du chiffre d'affaires total réalisé au cours de l'exercice social précédant la décision de la Commission européenne, soit 38 539 616 euros sur base du chiffre d'affaires consolidé au 31 décembre 2015, avant application d'éventuelles réductions pouvant être sollicitées sur base des règles de la Commission européenne.

Compte tenu de la très grande incertitude quant au montant final susceptible d'être imposé à Recylex à l'issue de cette procédure, Recylex SA n'a pas constitué de provision pour risques dans ses comptes au 30 juin 2016.

En effet, Recylex considère cette procédure comme une obligation potentielle ne répondant pas au critère de comptabilisation selon la norme IAS 37 parce qu'une estimation suffisamment fiable de l'obligation ne peut être faite et qu'une sortie de ressources financières ne peut être confirmée à ce stade de la procédure.

Les passifs éventuels liés à l'environnement sont détaillés dans la Note 38 aux comptes consolidés au 31 décembre 2015.

NOTE 9 : TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

(en milliers d'euros)	Charges 1 ^{er} semestre		Produits 1 ^{er} semestre		Créances		Passifs	
	2016	2015	2016	2015	30/06/ 2016	31/12/ 2015	30/06/ 2016	31/12/ 2015
Glencore International AG	42 090	26 860	24 006	23 780	4 355	2 317	24 939	15 725
Recytech SA.....		-	-	-		-		-
Echéances								
Moins d'un an	-	-	-	-	4 355	2 317	11 366	2 152
De 1 à 5 ans	-	-	-	-	-	-	13 573	13 573
Plus de 5 ans.....	-	-	-	-	-	-	-	-

NOTE 10 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Les discussions se poursuivent avec l'ensemble des parties prenantes concernant le projet de financement des filiales allemandes du Groupe, dont le refinancement des lignes de crédit existantes. L'objectif est de conclure ce financement et de lever l'ensemble des conditions suspensives liées à ce projet afin d'obtenir les fonds au cours du quatrième trimestre 2016.

Aucun événement, autre que ceux présentés dans la Note 1, susceptible d'affecter de façon significative les activités du Groupe ou la situation économique et financière du Groupe n'est survenu entre la clôture à fin juin 2016 et la date du présent Rapport.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2016

Période du 1er janvier 2016 au 30 juin 2016

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Recylex S.A., relatifs à la période du 1er janvier 2016 au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude relative à la continuité d'exploitation exposée dans les paragraphes « E. Situation de trésorerie et financement externe du Groupe » et « F. Description des principaux risques et incertitudes » de la note 1 « Informations sur la société et événements significatifs du semestre », dans le 3e paragraphe de la note 2 « Méthodes et principes comptables » et dans la note 10 « Événements postérieurs à la clôture » de l'annexe.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 15 septembre 2016,

KPMG Audit ID

Deloitte & Associés

Alexandra SAASTAMOINEN
Associée

Laurent ODOBEZ
Associé